

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 314 - AVRIL 2020 HEBDO 4

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 314

Viandes bovines

Lait de vache

Viande ovine

Lait de chèvre et viande

Les exportations de viande bovine du Brésil, de l'Uruguay et de l'Argentine au premier trimestre 2020

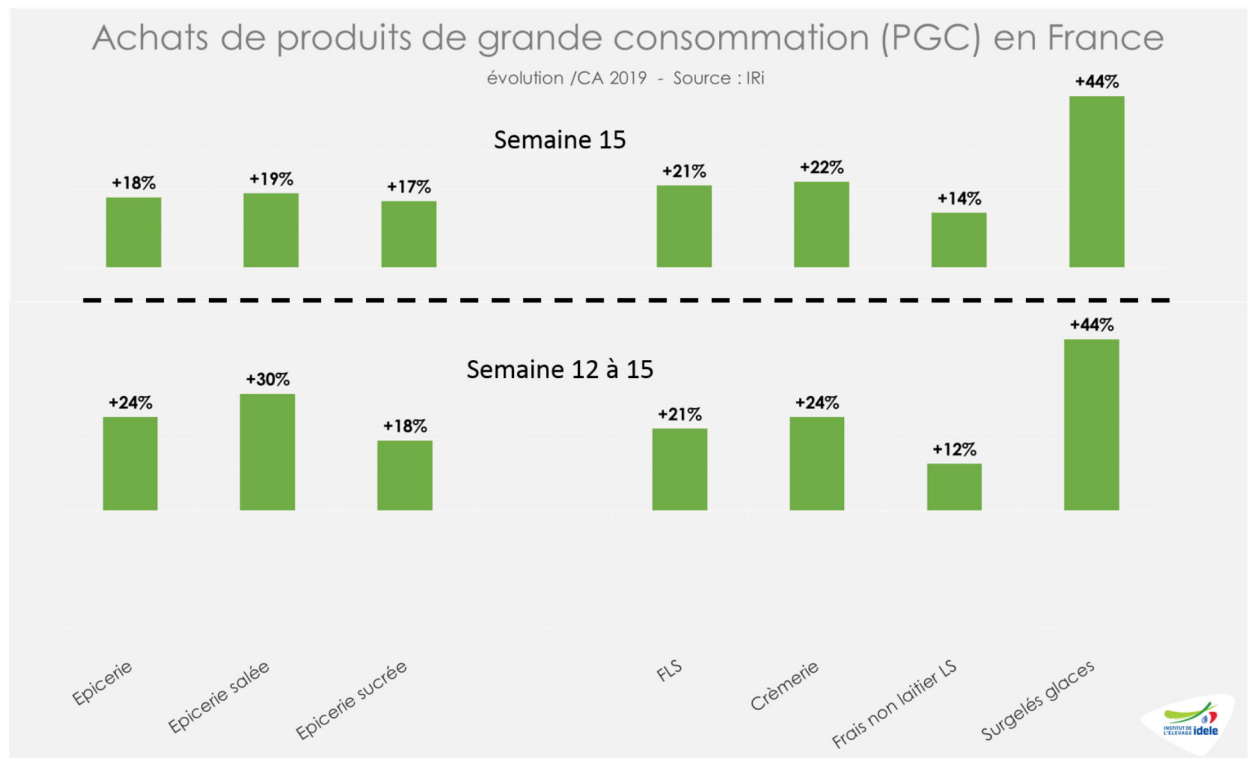
Covid-19, la situation au 22 avril pour le secteur bovin viande en France et en Europe

Le confinement généralisé en Europe pour lutter contre la pandémie de Covid-19 bouleverse le marché de la viande bovine. RHD à l'arrêt, achats des ménages par à-coups, les opérateurs naviguent à vue. Les prix des vaches ont stoppé leur baisse en semaine 16, mais ceux des JB perdent encore du terrain. Le ralentissement des sorties de veau fait craindre un alourdissement des animaux, au-delà des standards actuels du marché. La demande italienne en broutards se maintient, mais la demande espagnole patine.

Achats alimentaires en hausse dans les GMS lors de la semaine de Pâques

Les achats de produits de grande consommation et de produits frais en GMS libre-service sont repartis à la hausse en semaine 15, semaine de Pâques (se terminant le 12 avril). Ainsi, la progression du chiffre d'affaires était de +15% /2019, après deux semaines à +5%. D'après IRI, la météo estivale et la diminution des stocks constitués au début du confinement ont eu des effets positifs sur les achats de PGC. De plus, le décalage calendaire des fêtes de Pâques (le lundi de Pâques est en semaine 16 cette année, il était en semaine 17 en 2019) aurait joué favorablement sur ces achats, en anticipation du lundi de Pâques férié.

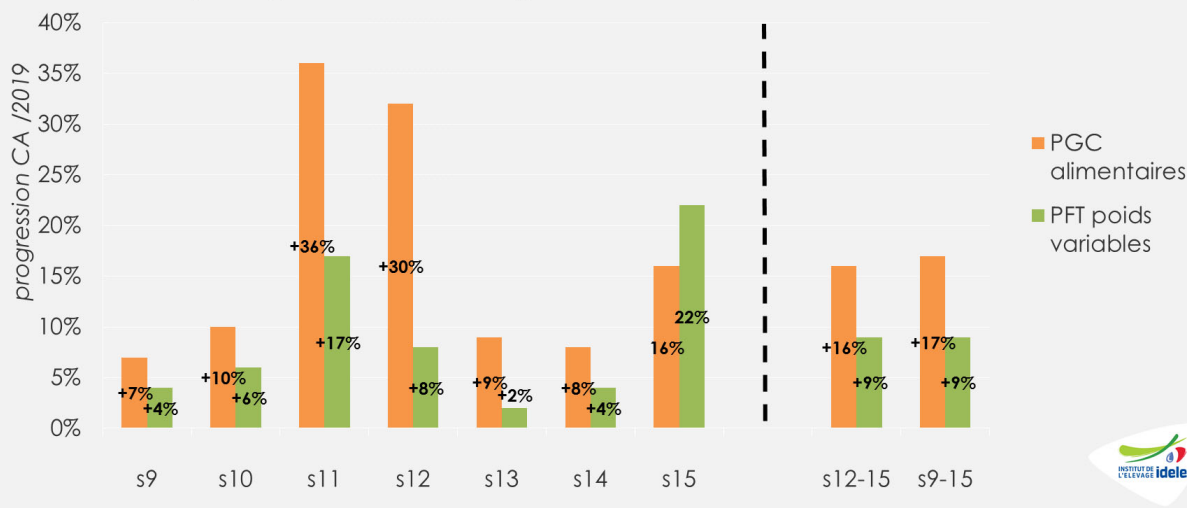
Les achats de surgelés et glaces (dont les viandes congelées) enregistrent toujours les progressions les plus importantes parmi les PGC (+44% /2019). Les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) sont également reparties à la hausse (+14% /2019 en semaine 15 et +12% /2019 en cumul sur les semaines 12 à 15).



Lors de la semaine 15, incluant le week-end de Pâques, les achats de produits frais traditionnels, vendus à poids variable (PFT) en GMS et e-commerce, ont nettement augmenté (+22% /2019 en semaine 15 contre +4% la semaine précédente) et dépassé le niveau de croissance des ventes de produits de grande consommation (PGC) alimentaires pour la première fois depuis les premières annonces du Président Macron. D'après l'IRI, entre les semaines 12 et 15, les achats de PFT ont progressé de +9% /2019 (contre +16% pour les PGC alimentaires).

Consommation de PGC alimentaires et PFT - France

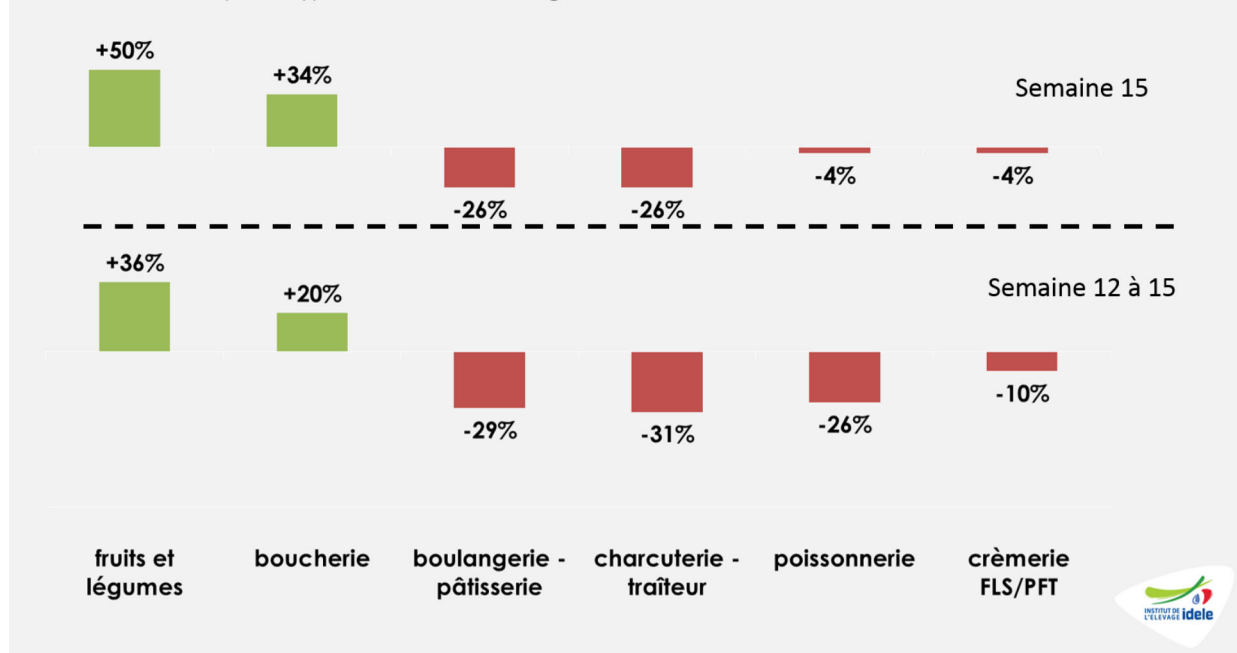
super / hyper / e-commerce / grandes surfaces alimentaires - Source : IRI



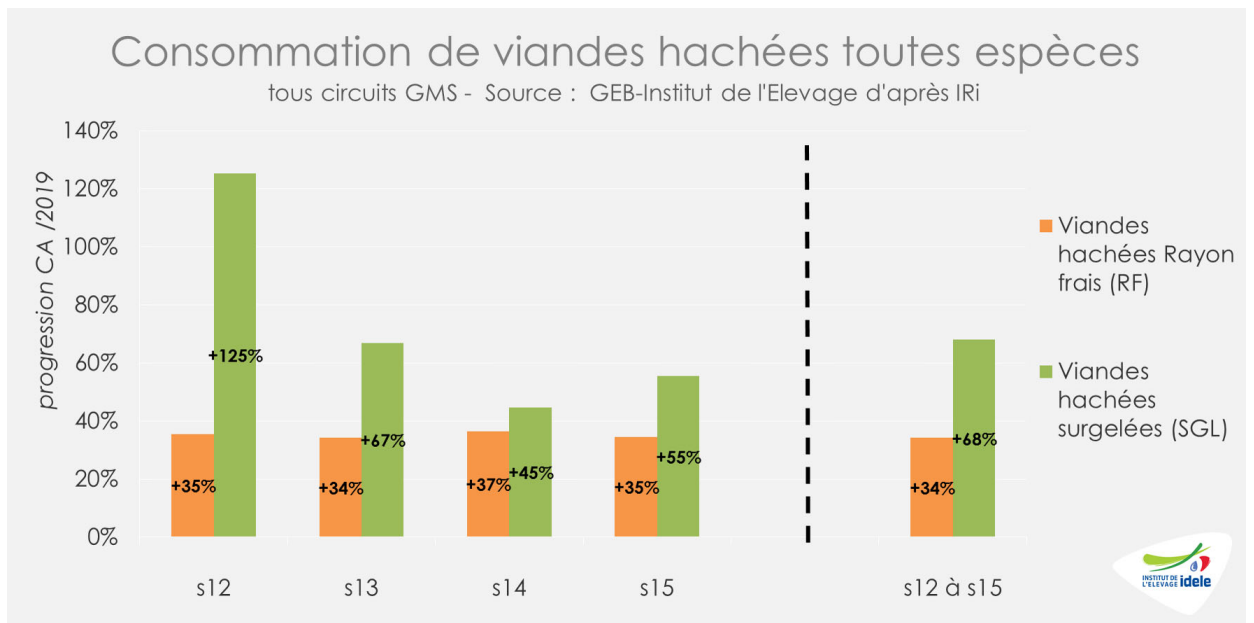
La progression des ventes de PFT est une nouvelle fois portée par les rayons fruits et légumes et boucherie. En semaine 15, les achats au rayon boucherie ont progressé de +34% /2019. La préparation des fêtes de Pâques a engendré une belle dynamique dans les rayons. De plus, certains magasins ont annoncé la réouverture de rayons à la coupe.

Consommation de produits frais traditionnels (PFT) - France

super / hyper / e-commerce / grandes surfaces alimentaires - Source : IRI



Les ventes de hachés semblent avoir trouvé un nouvel équilibre après la constitution de stocks de haché surgelé en début de confinement. Les croissances d'achats en semaine 15 sont sensiblement équivalentes à celles de la semaine 14. Au final, les ventes de haché surgelé ont progressé de +68% /2019 entre les semaines 12 et 15. Les achats de viande hachée réfrigérée ont augmenté de +34% /2019.

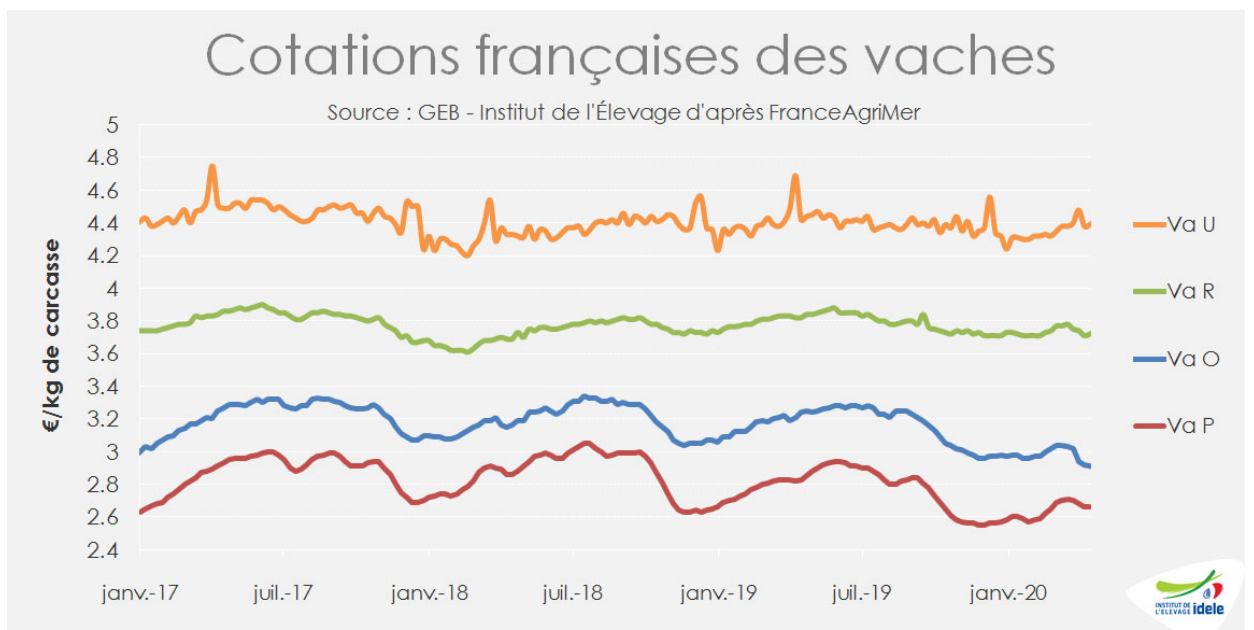


Femelles en France : abattages en retrait, arrêt de la baisse des cours

La filière bovine française continue de faire face à un bouleversement de ses débouchés avec une RHD réduite à minima et des ventes en GMS en net progrès. L'explosion des ventes de viande hachée au détail pose la question de la valorisation des carcasses. Avec l'arrivée des beaux jours, le rebond de la vente de viande bovine piécée relevé par plusieurs opérateurs pourrait contribuer à rééquilibrer la valorisation de la carcasse.

En attendant, les organisations syndicales d'éleveurs ont appelé à une grève des livraisons de bovins allaitants. En semaine 16, d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de gros bovins sont en baisse mais avec un jour ouvré de moins (-9% /2019), Pâques étant en semaine 17 en 2019. Comparé cette semaine de 2019, les abattages de gros bovins sont cependant en hausse (+4% /2019). En cumul sur les cinq dernières semaines (12 à 16), les abattages de réformes allaitantes (-13%) et laitières (-3%) ont globalement été en retrait, avec une accélération des abattages de laitières en fin de période.

Entre les semaines 15 et 16, l'ensemble des cours des réformes ont été relativement stables. Le cours de la vache U a regagné 1 centime par kg de carcasse en une semaine pour atteindre 4,39 €/kg (-1% /2019 et +1% /2018). La vache R a également repris 1 centime, à 3,72 €/kg éc (-3% /2019 et +1% /2018). La cotation de la vache O a perdu 1 centime, à 2,91 €/kg éc (-10% /2019 et -8% /2018) et celle de la vache P est restée stable, à 2,66 €/kg éc (-6% /2019 et -7% /2018). Depuis la semaine 12, début du confinement, les cotations se sont repliées, à l'exception de celle de la vache U (+1 centime). La vache R a perdu 6 centimes, la vache O en a perdu 12 et la vache P en a perdu 5.



Les baisses de prix généralisées en Europe commencent à entraîner quelques réactions de la part des institutions européennes. En réaction aux propositions de la Commission et à l'initiative de l'Irlande (cf. notes précédentes), les ministres de l'Agriculture des 27 États membres ont appelé le 16 avril dernier dans une déclaration commune la Commission européenne à mettre en place des mesures immédiates de soutien aux marchés face aux désagréments causés par le Covid-19. Ils demandent notamment à la Commission :

- de faciliter la mise en place des mesures de marché prévues dans l'OCM unique comme le stockage privé ;
- de la flexibilité supplémentaire dans les deux piliers de la PAC : taux d'avance plus élevés que ceux proposés par la Commission, activation de mesures spécifiques dans le cadre des programmes de développement rural...

Le même jour, une dizaine de députés de la Commission Agri du Parlement européen allaient dans le même sens, avec en outre le retrait de l'agenda de la Commission, pour l'instant, de la poursuite des négociations commerciales sensibles sur le plan agricole.

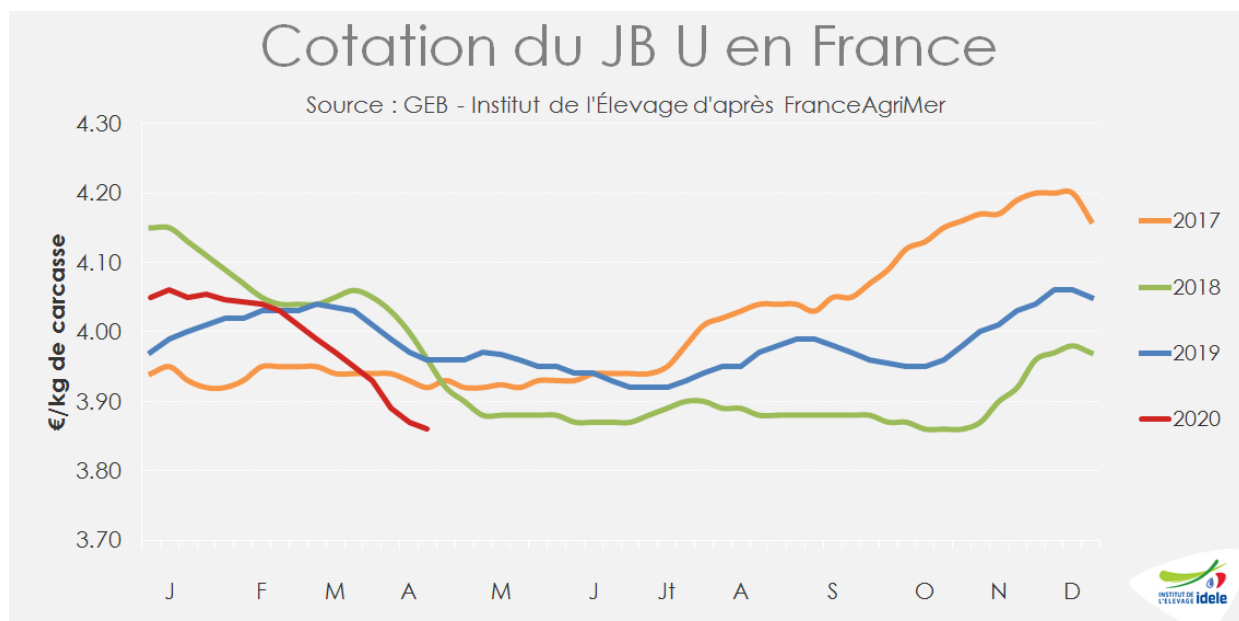
Mais d'après le commissaire à l'Agriculture Janusz Wojciechowski, comme 2020 est la dernière année du budget pluriannuel en cours, celui-ci limite les capacités d'intervention de l'UE pour soutenir les marchés agricoles affectés par la crise. Le Commissaire a souligné qu'il n'était pas opposé au recours à la réserve de crise agricole (de 478 millions euros et qui n'a encore jamais été activée) mais que cette décision revenait aux États membres, notamment car son activation entraînerait une diminution des paiements directs. Jusque-là, la Commission européenne et les États membres se renvoyaient la balle. Mais le 22 avril, la Commission annonçait la mise en place d'un plan de soutien. Celui-ci comprend « une aide au stockage privé pour les produits laitiers, les viandes bovine et ovine ». Le plan apporte de la « flexibilité pour les programmes de soutien du marché » et permet aussi de déroger de manière « exceptionnelle aux règles de concurrence de l'UE » uniquement pour les secteurs du lait, des fleurs et des pommes de terre.

L'aide au stockage de viande bovine concernerait les découpes, pour lesquelles la demande a chuté partout en Europe. Si cela devrait soulager le marché à court terme, cela posera des problèmes de perte de valeur via la congélation. D'après certains observateurs, le financement du stockage privé serait doté de 80 millions d'euros dont 45 millions d'euros pour 61 000 t de viandes bovine et ovine :

- 25 M € pour le stockage privé de 25 000 t d'arrières avec os (découpes d'aloiaux y compris la bavette) pendant 150 jours maximum. La mesure concernerait les bovins de plus de 8 mois, de conformation R ou +, sans distinction de catégorie.
- 20 M € pour le stockage privé de 36 000 t de viande ovine pour 150 jours maximum. C'est proportionnellement important pour ce dernier secteur : rappelons, que hors Royaume-Uni, l'UE-27 produit annuellement 540 000 téc de viande ovine. 36 000 téc, c'est la moitié de la production irlandaise par exemple...

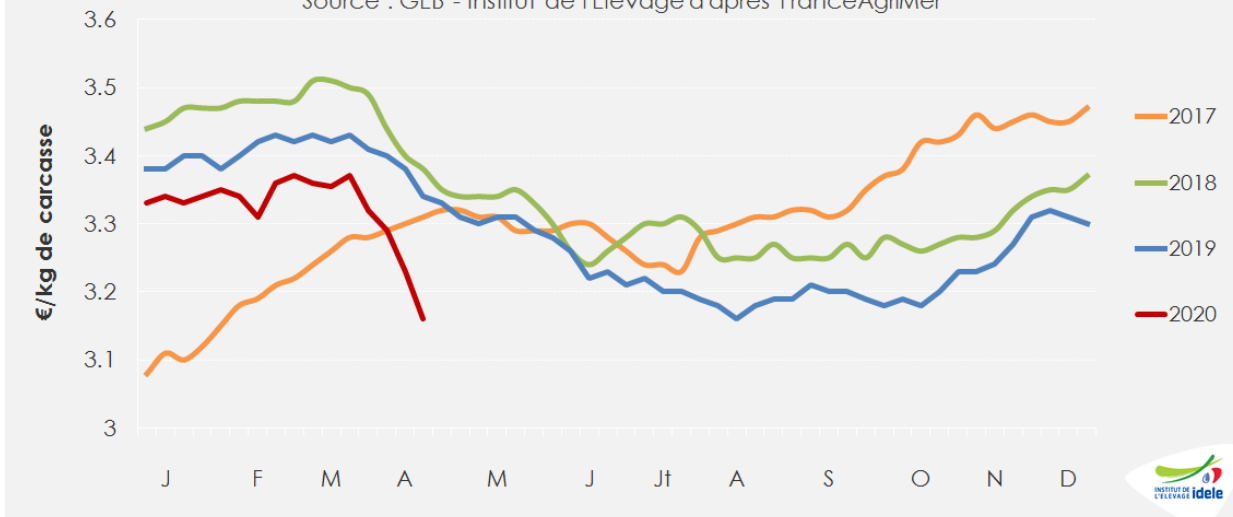
Jeune bovin en France : La baisse des cours se poursuit, les laitiers très fortement impactés

La baisse des cours des JB se poursuit, en lien avec la concurrence accrue sur le marché européen pour les JB de type viande, et avec la perte du débouché RHD et la concurrence des vaches laitières pour les JB laitiers. En semaine 16, la cotation du JB U a de nouveau perdu 1 centime pour tomber à 3,86 €/kg de carcasse (-3% /2019 et 2018). Celle du JB R a perdu 2 centimes à 3,66 €/kg (-3% /2019 ; -4% /2018). Celle du JB O a de nouveau lourdement chuté de 7 centimes à 3,16 €/kg (-5% /2019 ; -7% /2018).



Cotation du JB O en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

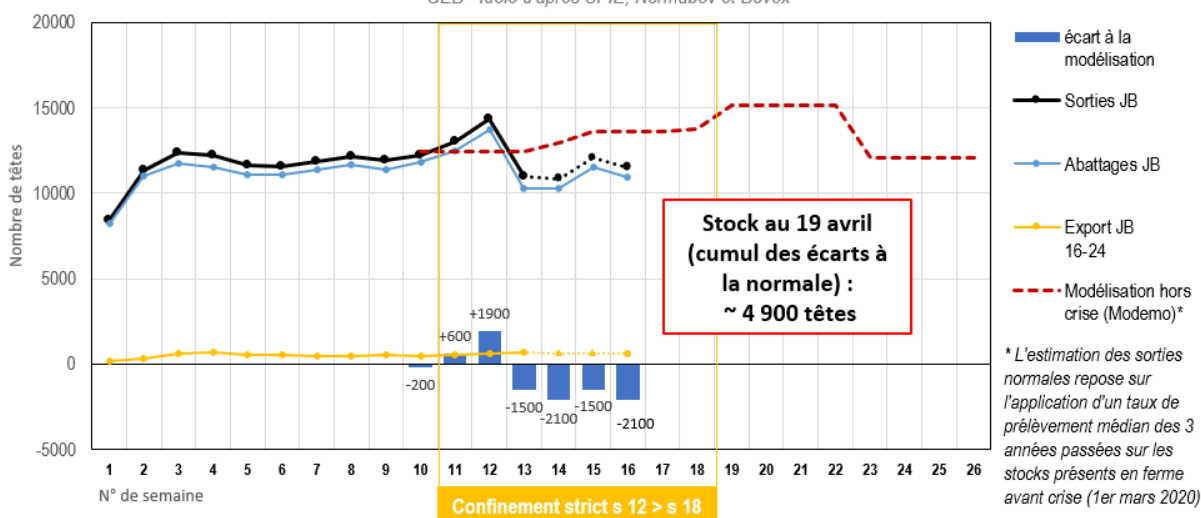


En semaine 16, les abattages étaient pourtant en net retrait, aussi du fait d'une semaine à 4 jours ouvrés (lundi de Pâques). Ceux de JB de type viande affichaient -12% /2019 et -5% par rapport à la semaine précédente. Ceux de JB de type lait ont toutefois été plus nombreux que la semaine précédente (+1%) même s'ils restent très inférieurs à ceux de 2019 : -23%. Certains JB laitiers ne pouvaient en effet plus attendre et risquaient de dépasser l'âge plafond de 24 mois pour rester classés en JB et ne pas être déclassés en taureaux adultes. Ils ont dû être abattus malgré des difficultés à leur trouver des débouchés, d'où la baisse des cours observée. A noter que leur poids moyen était en hausse de 2,4% par rapport à 2019, contre +1,1% pour les JB viande.

La modélisation MODEMO indique au 19 avril un stock en fermes de 4 900 JB viande par rapport aux prévisions de sorties des semaines 11 à 16.

Suivi hebdomadaire des sorties réelles et attendues de jeunes bovins

GEB - Idele d'après SPIE, Normabev et Bovex

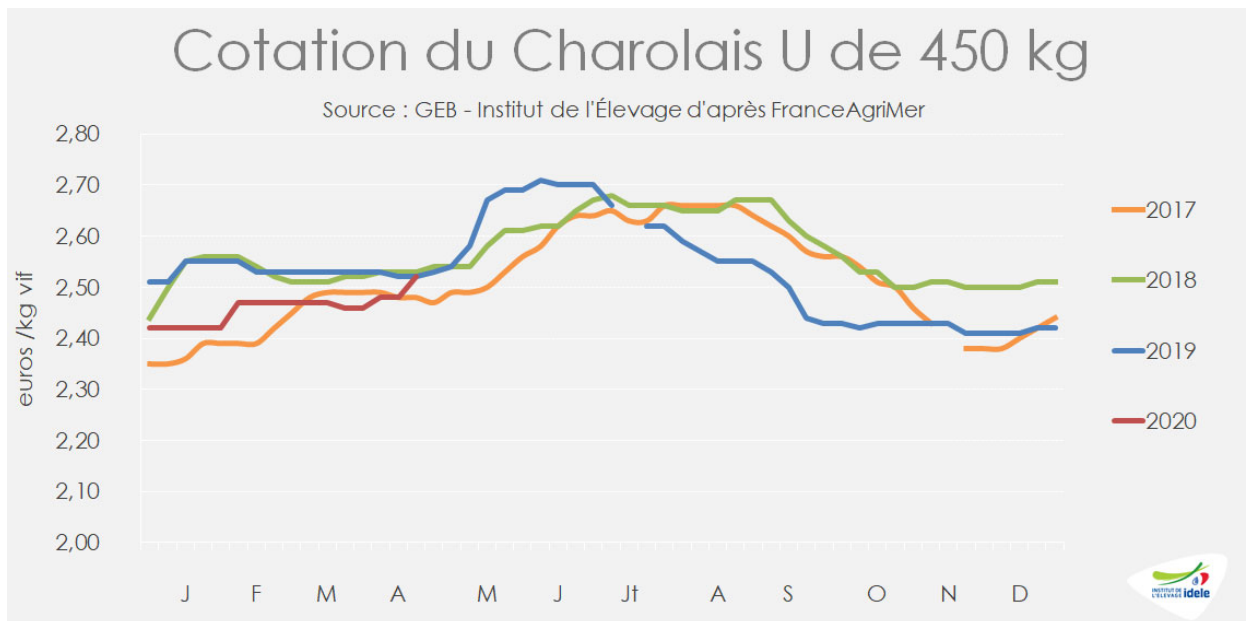


GROS BOVINS MAIGRES : L'offre limitée soutient les cours

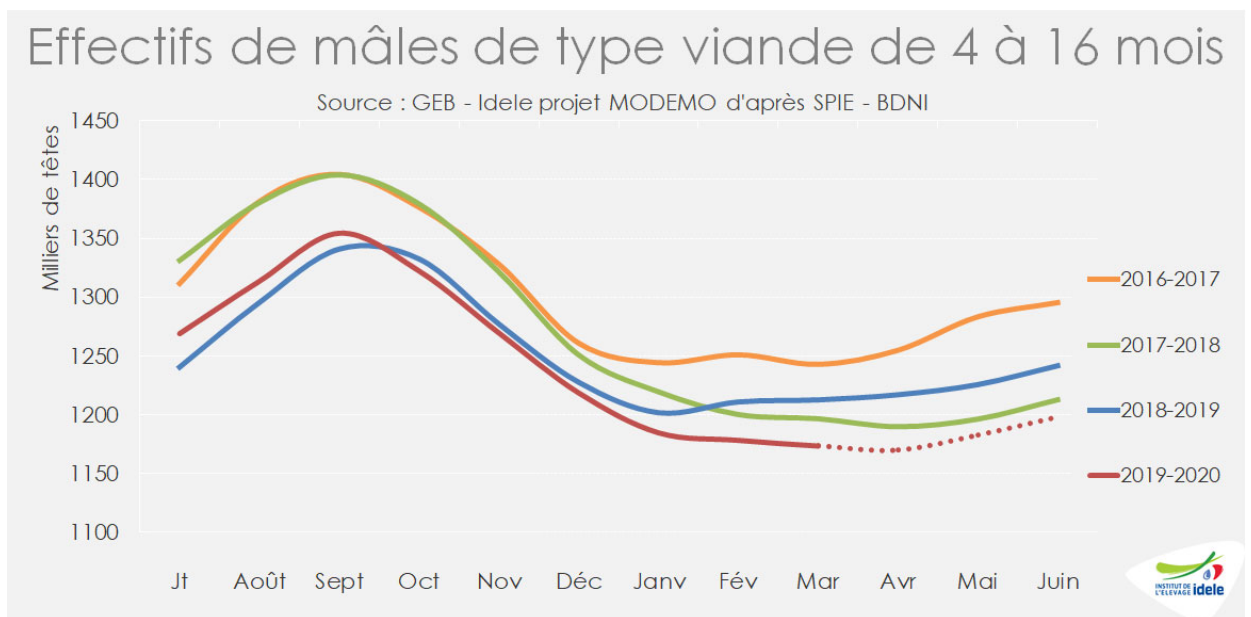
En semaine 16, la demande italienne est restée solide face à une offre limitée en France, permettant le maintien des cours. La crise du Covid-19 affecte la demande en Espagne et complexifie le commerce avec l'Algérie. En France, les éleveurs de certaines régions craignent une nouvelle sécheresse.

Prix stables et offre limitée

Les prix des gros bovins maigres sont reconduits voire en légère hausse en semaine 16, les catégories lourdes retrouvant leur niveau de 2019. Le Charolais U de 450 kg cotait 2,52 €/kg vif (= /2019) tandis que le Limousin E de 300 kg cotait 3,03 €/kg sans changement depuis la mi-février (-4% /2019 ; -2% /2018). Les cours de la Limousine E de 270 kg et de la Charolaise U de 270 kg se sont aussi maintenus à 2,75 et 2,55 €/kg, soit respectivement -1% et -4% /2019.



La légère appréciation des cotations des animaux lourds s'explique par la bonne tenue de la demande en Italie qui rencontre le creux saisonnier des disponibilités en France. Ce creux saisonnier est d'autant plus fort que les naissances allaitantes se sont repliées ces dernières années : -5% / 2018 au 2nd semestre 2019 et même -12% / 2016. Au vu de ces éléments, la modélisation MODEMO estime que les effectifs de mâles de type viande de 4 à 16 mois sont durablement limités. En avril, ils seraient en recul de -4% / 2019 et de -2% / 2018 avec de forte disparité entre les races : au 1er mars les effectifs de charolais de 4-16 mois étaient en repli 5,5%/2019 contre -2% / 2019 pour les limousins.



La demande italienne tient

D'après les données TRACE transmises par la DGAL, les envois de vif vers l'Italie ont reculé en semaine 16 par rapport à 2019. Mais ce recul s'explique d'abord par un lundi de Pâques plus précoce en 2020 (semaine 16) qu'en 2019 (semaine 17). Au total, les envois vers l'Italie du 15 mars au 18 avril sont en repli de 2% à 94 000 têtes, mais ils devraient progresser en semaine 17 et ramener l'équilibre par rapport à 2019. Ce flux d'animaux concerne presque exclusivement des broutards qui fournissent la filière JB. En Italie, la viande de JB issue de broutards français est très présente en GMS et donc favorisée depuis le début du confinement. Toutefois la viande importée semble aujourd'hui davantage présente dans les rayons qu'au début du confinement, et fait pression sur les prix des animaux finis. (voir chapitre bovins gras Italie)

Vers l'Espagne, les envois se partagent entre des broutards légers et des veaux nourrissons. Or la demande ibérique est très dégradée depuis le début de la crise Covid-19 (voir chapitre bovins gras Espagne). Au global, depuis le 15 mars, les exportations ont reculé de -32% / 2019 à 35 000 têtes. On ne dispose pas de la répartition entre veaux nourrissons et broutards dans ce total, mais, selon plusieurs opérateurs, les flux broutards sont les plus affectés. Les exigences de baisses de prix de la part des engraisseurs ne seraient pas acceptables dans un marché français stable, sauf peut-être pour des bovins non demandés ailleurs (très peu conformés...).

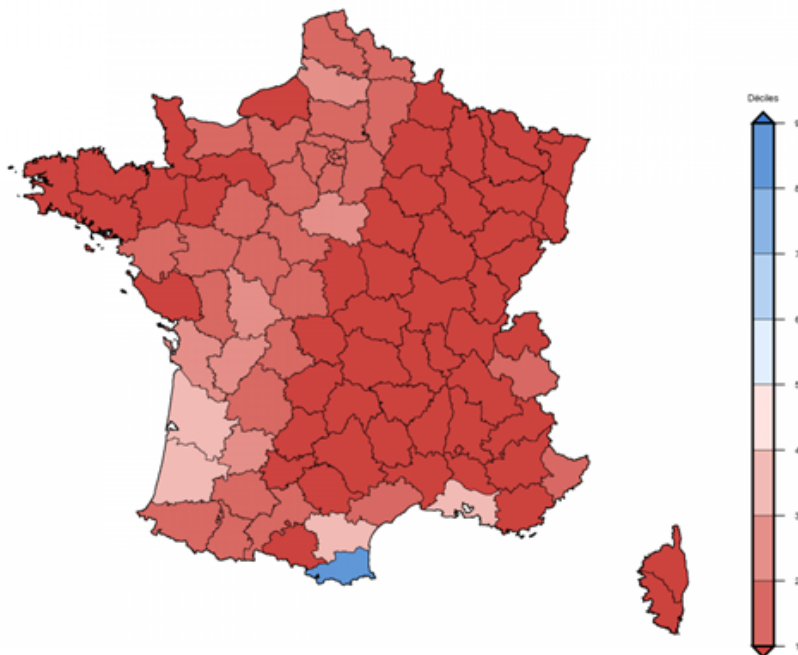
Les exportations vers les pays tiers sont très difficiles du fait des contraintes sanitaires, de la concurrence et de la crise économique qui monte. Le commerce avec l'Algérie reste le plus important, mais il est actuellement très perturbé. D'une part à l'approche du Ramadan, la demande se concentre de plus en plus sur les JB fins pour lesquels la concurrence avec l'Espagne voire l'Irlande est féroce. Ce segment peut être fourni avec des broutards lourds pour une finition rapide en Algérie. Mais les contraintes d'âge et de poids des animaux (moins de 14 mois et moins 450 kg) imposées début 2020 (voir tendance de Mars 2020) limitent les possibilités des exportateurs. D'autre part, le confinement des deux côtés de la Méditerranée interdit les visites de clients algériens dans les centres de quarantaine en France. Enfin, l'Algérie pourrait connaître d'importantes difficultés financières à court terme du fait de l'effondrement des cours des hydrocarbures.

Vers une nouvelle sécheresse ?

A la situation sanitaire, vient s'ajouter une autre menace pour les éleveurs et la filière. La météo est très sèche depuis mi-mars dans les régions du centre et de l'Est de la France. Météo France évoque une forte sécheresse superficielle (dite « agricole »), telle que certains éleveurs seraient actuellement contraints d'affourager des animaux au pré. Les pluies et les orages de cette semaine auraient amélioré la situation dans le Limousin par exemple, mais ni dans le nord du Massif-Central ni dans le Grand Est. Sans précipitations dans les semaines à venir, la situation pourrait rapidement devenir critique.

Quantile de l'indice d'humidité des sols agrégé par département France

19 avril 2020



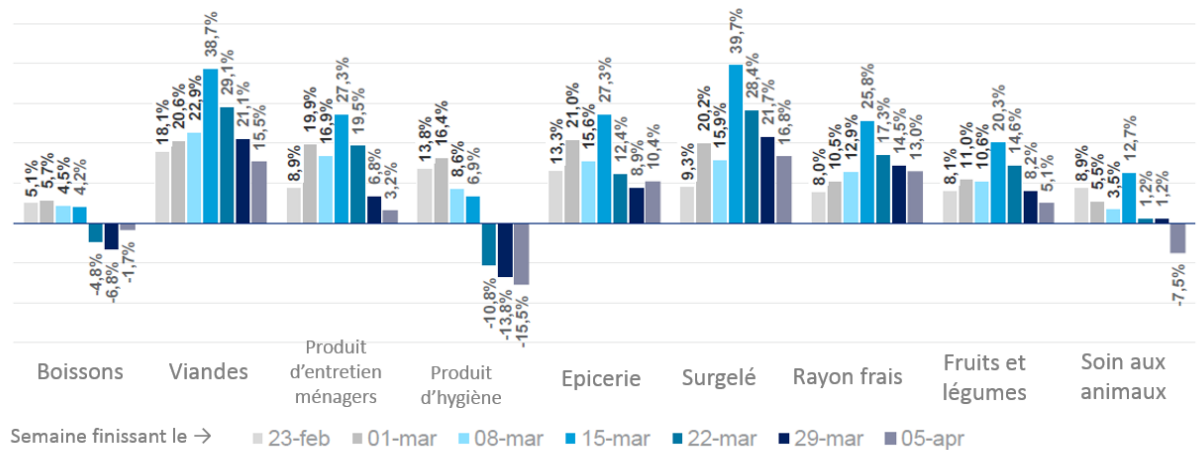
Edité le : 20/04/2020 - Données du : 20/04/2020 à 07:45 UTC

Italie : la hausse des achats des ménages ralentit et la viande importée s'impose dans les rayons

Les achats de viande par les ménages italiens restent en hausse en raison du report de la consommation hors domicile sur la consommation à domicile, mais la hausse ralentit. Après un pic à +39% /2019 en semaine 11, la hausse des achats de viandes en GMS est retombée à +15,5% en semaine 14 d'après le panel IRI.

Évolution du chiffre d'affaires des GMS en Italie par catégories de produits et par semaine 2020/2019 (%)

Échantillon de 10 901 magasins, source IRI



Fonte: IRI Panel Ipermercati, Supermercati, Libero Servizio, Discount, Specialisti Casa Persona

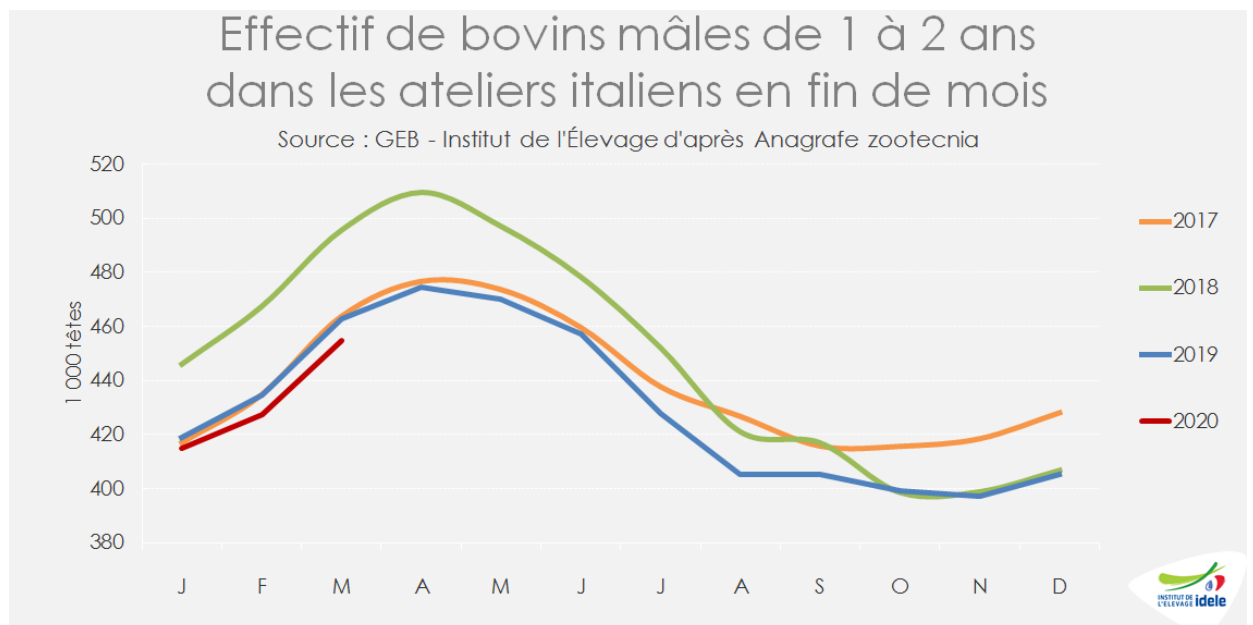


© 2020 Information Resources Inc. (IRI). Confidential and Proprietary.

IRI n'a pas publié d'informations par rayon pour la semaine précédant Pâques, mais indique que les ventes au détail tous produits confondus étaient en hausse de 2,5% par rapport à la semaine précédant Pâques en 2019.

La présence de viandes importées dans les rayons des GMS, consécutive aux fortes baisses de prix chez les fournisseurs européens, semble se renforcer. Ceci ralentirait la demande pour la viande italienne produite à partir de brouillards français qui constitue en temps normal le produit « filière » des GMS, occupant le cœur des linéaires. Les pièces de déhanché, dont le principal débouché était la restauration, passent en vente au détail, mais avec une perte de valeur. Les industriels doivent donc compter sur une revalorisation du globe pour équilibrer les prix, ce qui est compliqué dans un contexte de concurrence accrue.

Au 31 mars, la BDNI italienne dénombrait 455 000 mâles de 1 à 2 ans, soit 8 000 de moins qu'un an plus tôt, une baisse très comparable à celle déjà enregistrée au 29 février (-7 000). Ceci confirme que les sorties se sont accélérées en début de confinement. Toutefois, le marché est actuellement moins fluide, notamment pour les mâles charolais. Bien que la bourse de Modène soit à l'arrêt, certains opérateurs rapportent des baisses des prix, en particulier sur les mâles.



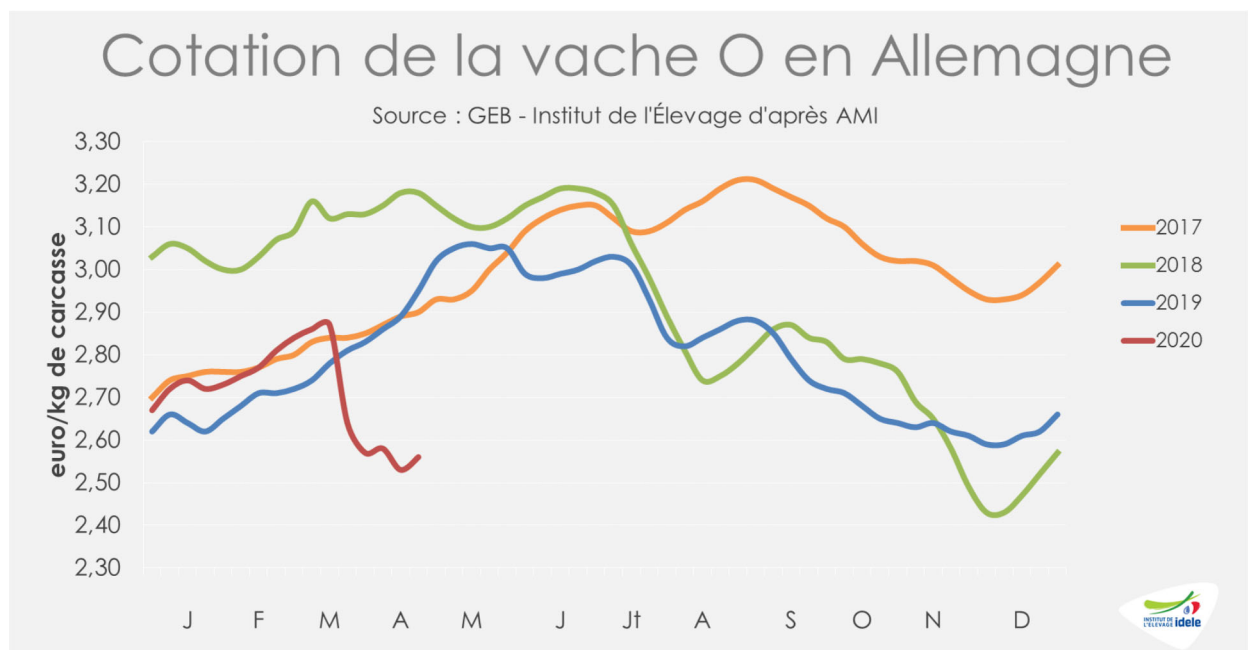
Les effectifs des femelles de plus de 28 mois (essentiellement des vaches) ont quant à eux bondi de 2,59 millions au 29 février à 2,61 millions au 31 mars, soit +20 000 têtes /2019 fin mars contre +11 000 têtes /2019 fin février. Les abattages de vaches de réforme sont en effet réduits au strict minimum : abattages d'urgence et quelques vaches pour des approvisionnements d'appoint (plats préparés, élaborés surgelés bien qu'ils soient peu consommés en Italie). La viande de réforme est en grande majorité destinée soit à l'exportation notamment vers la France, où la demande pour la viande importée a très fortement chuté, soit au segment de la RHD pour la production de burgers (en fast-foods ou en restauration à table). Les steaks hachés consommés par les ménages sont eux le plus souvent issus de JB et génisses. Les steaks hachés surgelés, souvent à base de viande de vaches, restent très minoritaires dans les achats des ménages en Italie.

Le Coronavirus s'est invité chez Siciliani, le plus gros abatteur du Sud du pays, où 34 employés de la chaîne d'abattage ont été testés positifs au Covid-19. Cette partie de l'entreprise était donc à l'arrêt cette semaine pour désinfection et en attente de résultats complémentaires sur l'ensemble des salariés.

Allemagne : les ventes de Pâques sont loin d'avoir répondu aux espoirs, mais les prix remontent un peu

Face à la faible demande des abattoirs depuis le début de la crise, l'offre est actuellement assez faible dans toutes les catégories et notamment pour les vaches de réforme. D'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI, les abattages de vaches restent encore très limités en semaine 16. En cumul sur les semaines 13 à 16, la baisse atteignait ainsi -22% /2019 avec néanmoins un jour ouvré en moins en 2020. Les abattages de JB sont également en baisse sur la même période, mais de façon moins marquée (-5% /2019).

Le marché est toujours sous pression d'après les experts d'AMI, et les ventes pour les festivités de Pâques ont été plus faibles qu'espérées. Elles sont restées bien plus limitées qu'habituellement. Toutefois en semaine 16, le cours de la vache O a ainsi repris 3 centimes par rapport à la semaine précédente, à 2,56 €/kg de carcasse (-13% /2019, -20% /2019). C'est toujours 31 centimes de moins (-11%) qu'avant le début de la baisse en semaine 12.



Les cotations des jeunes bovins sont également reparties timidement à la hausse en semaine 16. Celle du JB R a repris 2 centimes à 3,47 €/kg de carcasse (-1% /2019 ; -11% /2018). Celle du JB U, plus rare outre-Rhin, donc moins significative, est restée stable à 3,51 €/kg (-1% /2019 ; -12% /2018).

Cotation du JB R en Allemagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI



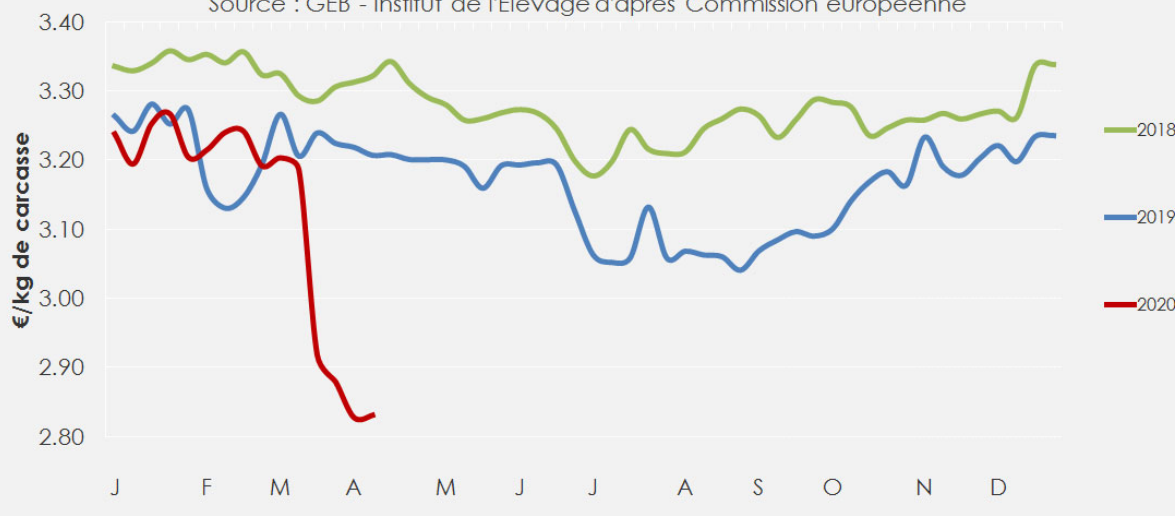
Pologne : les prix se stabilisent à un niveau très bas

La Pologne étant très dépendante de l'exportation vers les autres Etats membres pour la valorisation de sa viande bovine, qui est écoulee principalement en restauration, de nombreux abatteurs ont freiné la production en ne travaillant que 2 ou 3 jours dans la semaine. Après une baisse de 6% en semaine 11 par rapport à la semaine 10, les abattages de bovins se sont réduits de 36% en semaines 12. Ils ont ensuite progressé de 14% en semaine 13 d'une semaine à l'autre, mais ont rebaisé de 2% en semaine 14 puis de 22% en semaine 15, alors que la semaine avant Pâques ne comptait pas de jours fériés dans le pays. Cette dernière semaine, les abattages de JB ont reculé de 23%, ceux de génisses de 20% et ceux de vaches de 19%.

Faute de demande, les prix à la production ont plongé puis se sont stabilisés à un très bas niveau, à 2,66 €/kg de carcasse pour le JB O (-11% /2019 et -20% /2018), 2,83 €/kg pour la génisse R, principalement destinée au marché italien (-12% /2019 et -15% /2018), et à 2,34 €/kg pour la vache O (-11% /2019 et -22% /2018). En 5 semaines, ces cotations ont perdu respectivement 33 centimes, 37 centimes et 25 centimes.

Cotation de la génisse R en Pologne

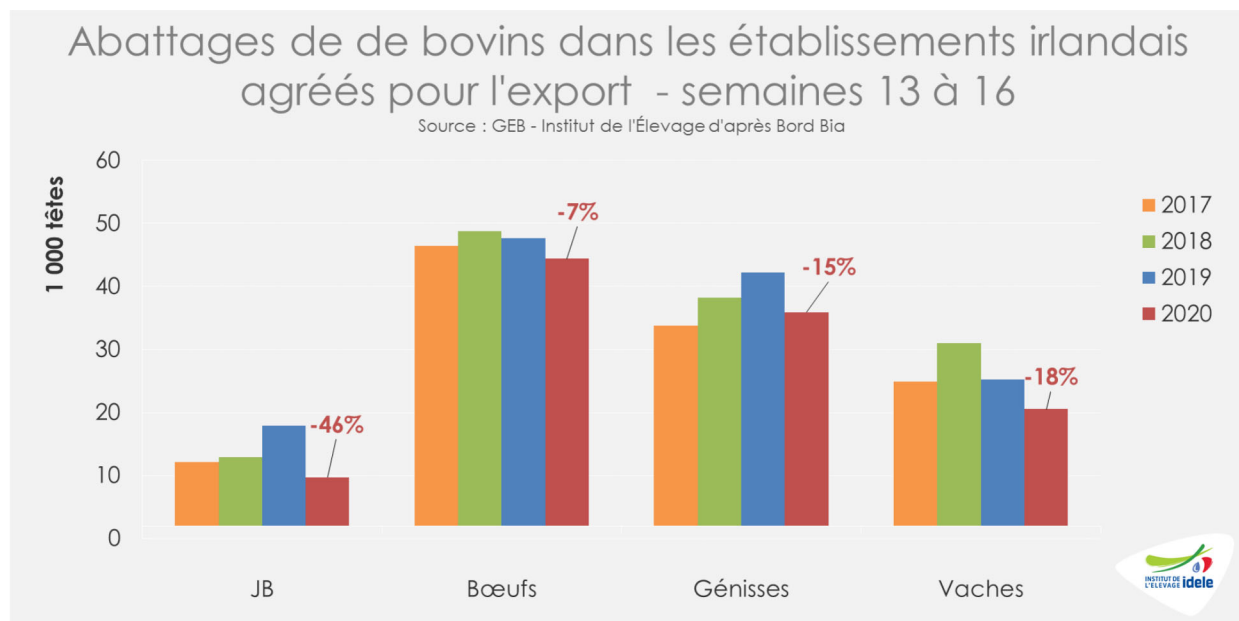
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



Afin de trouver des débouchés pour les filières exportatrices polonaises, le Ministère de l'Agriculture tente d'encourager la consommation nationale, à travers un label lancé en septembre 2019 « *Produkt Polski* ». Mais ceci risque de ne pas suffire pour la viande bovine qui est exportée à 85% et dont les Polonais ne raffolent pas, d'autant que la petite hausse de consommation enregistrée ces dernières années se faisait à travers la consommation hors domicile (*fastfood* et *steak-house*), actuellement fermée. Les experts polonais prévoient une restructuration très forte dans les secteurs du bœuf et de la volaille suite au confinement généralisé en Europe. La restructuration sera d'autant plus forte que le confinement sera long. (Source : www.portalspozywczy.pl)

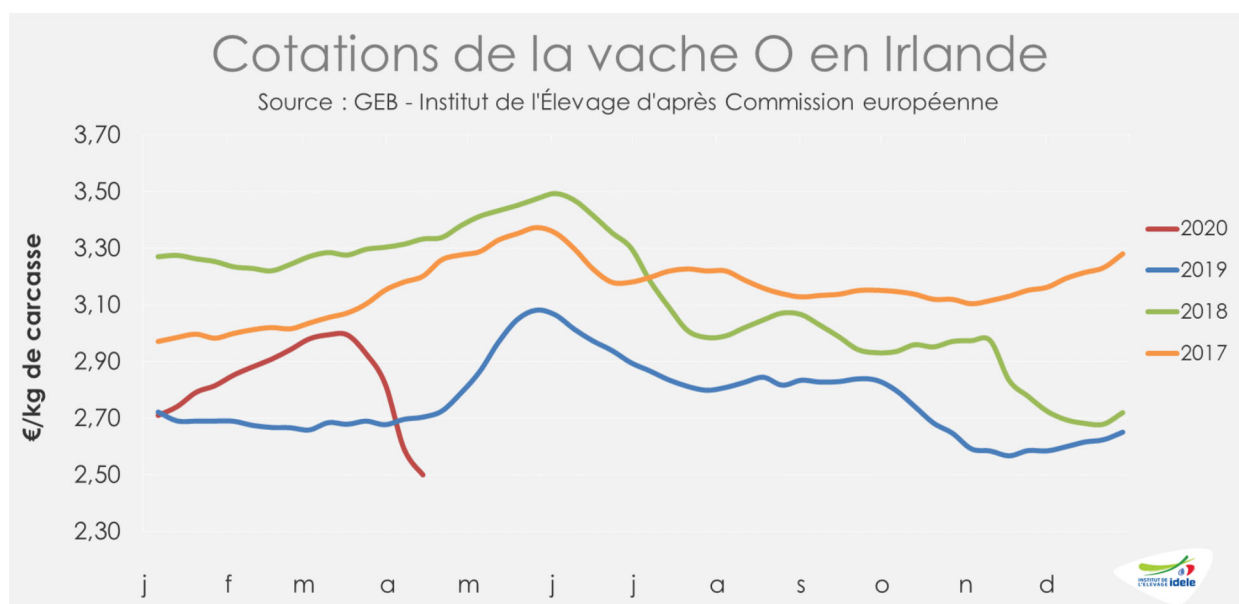
Irlande : poursuite de la baisse des abattages et des cours

Pour le moment, le Covid-19 a eu des impacts limités sur le fonctionnement des abattoirs et des outils de transformation irlandais. Les mesures mises en place comme la réduction de la cadence des abattages ont pour le moment limité les cas en Irlande. Mais faute de demande, les abattages sont à la baisse. En semaine 16, l'indicateur hebdomadaire d'abattages de *Bord Bia* montre la poursuite du ralentissement de l'activité des abattoirs agréés à l'export observé depuis la semaine 15 mais avec un jour ouvré en moins cette année avec une fête de Pâques plus précoce cette année. Sur les quatre dernières semaines (13 à 16), les abattages de gros bovins ont ainsi nettement reculé (-15% /2019). Toutes les catégories sont concernées : les vaches (-18% /2019), les génisses (-15%), les bœufs (-7%) et les JB (-46%).



D'après *Bord Bia*, la pandémie continue d'amplifier le « déséquilibre des carcasses » dans le secteur de la viande bovine, où la demande des consommateurs pour des morceaux de moindre valeur comme la viande hachée augmente au détriment des découpes habituellement mieux valorisées et qui peinent à être écoulé faute de RHD (notamment au Royaume-Uni) et d'export suffisants.

Toutes les catégories sont désormais sous pression. En semaine 15, la cotation de la vache O était encore en net repli, à 2,50 €/kg éc (-8% /2019 ; -25% /2018) soit 9 centimes de moins en une semaine (-4%). Le cours du bœuf R a également reculé de 9 centimes (-2%), à 3,45 €/kg éc (-6% /2019).



Les premières informations concernant la semaine 16 font état d'une stabilisation des cours. Certains opérateurs ont annoncé le retour de commandes chinoises auprès des exportateurs irlandais. La chaîne de supermarchés Lidl (avec Liffey Meats) a annoncé un accord d'exportation de viande bovine irlandaise avec *Bord Bia* à hauteur de 14 millions d'euros, à destination des États-Unis et du continent européen. Lidl a souligné que l'accord comprendrait la promotion de la vente de 250 000 hamburgers dans 3 200 supermarchés allemands et deux promotions estivales aux États-Unis.

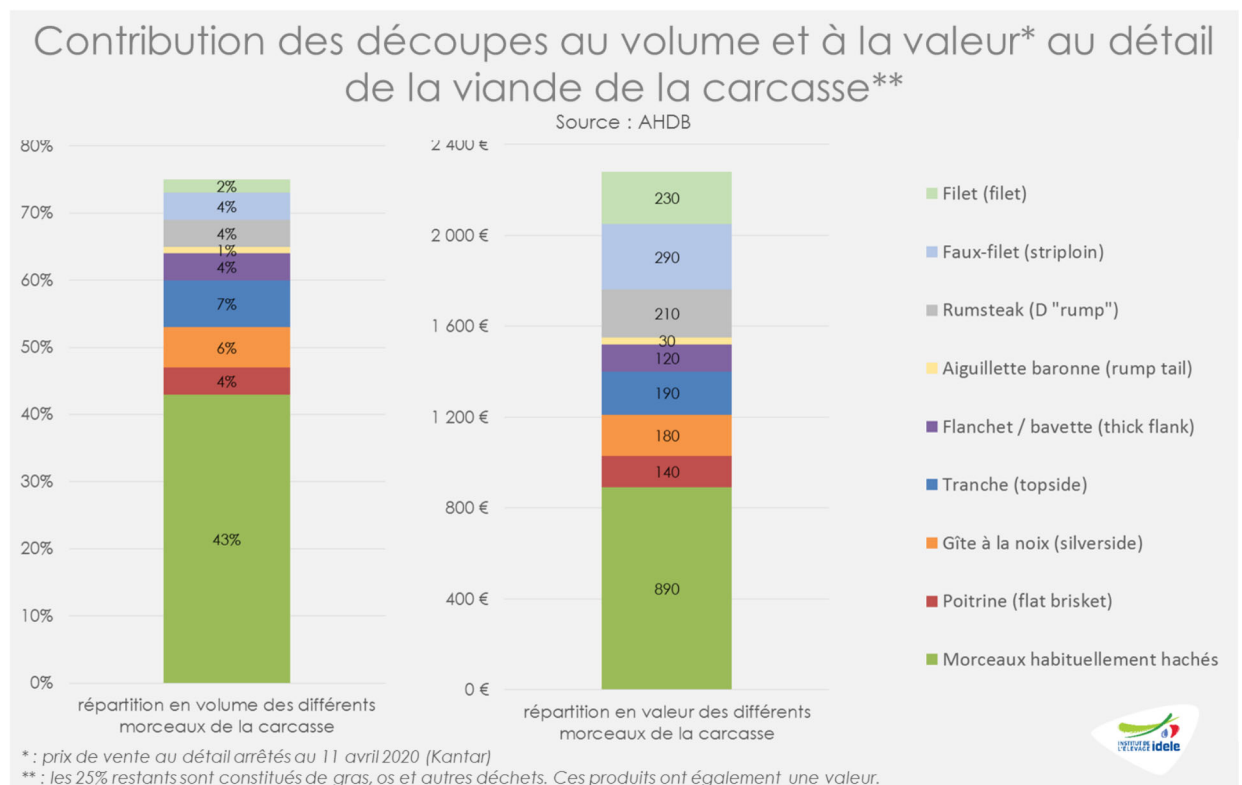
En attendant, face à la crise, *Bord Bia* a annoncé la mise en place d'un plan, le *Bord Bia covid response plan* qui comprend plusieurs volets parmi lesquelles la mise en œuvre d'un plan de soutien aux entreprises affectées par les répercussions économiques du confinement.

Royaume-Uni : l'ensemble des prix est désormais à la baisse

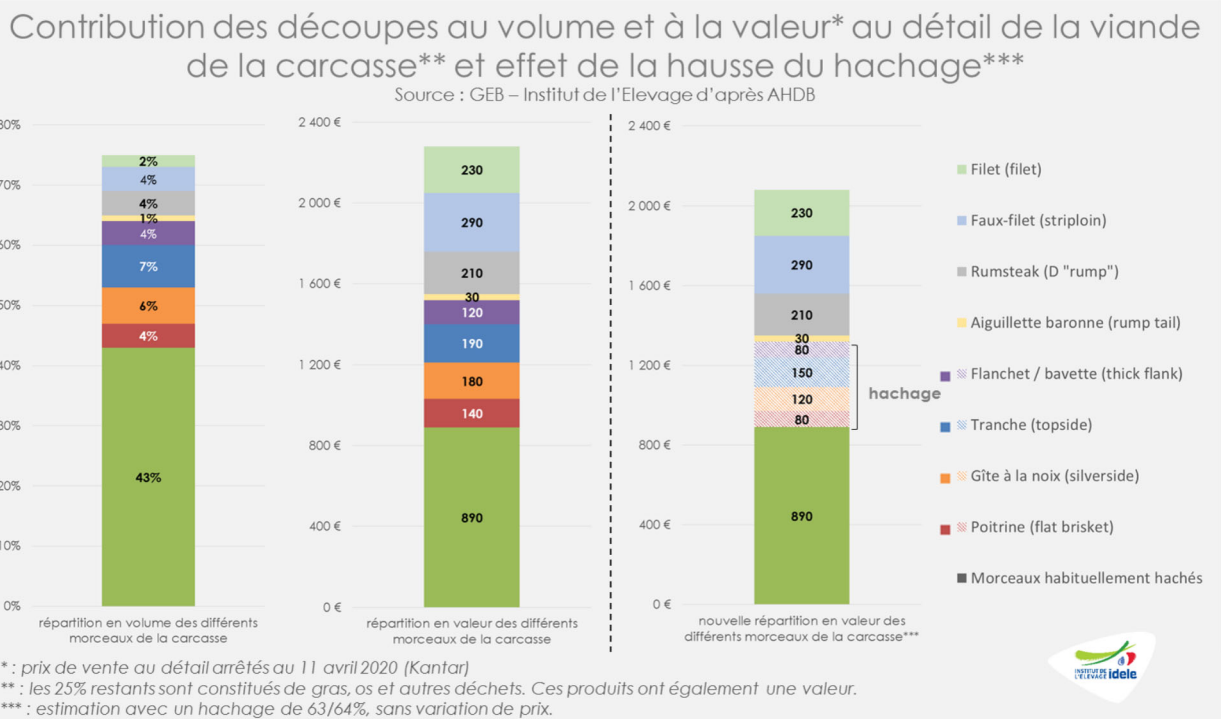
La question de la valorisation de la viande bovine hachée continue de concentrer les débats au sein de la filière bovine britannique. La demande actuelle pour ce type de produit ne cesse de croître en GMS posant un réel problème de valorisation de la carcasse. Faute d'une demande suffisante pour les découpes nobles habituellement largement écoulées en restauration, les transformateurs sont amenés à hacher des morceaux normalement vendus sous forme piécée, dégradant ainsi les marges.

En temps normal, le plus gros volume de viande de la carcasse, généralement vendu au détail, est déjà la viande hachée (cf. article semaine dernière). Ainsi, en temps normal, elle représente 43% du volume de la carcasse soit environ 57% de la viande bovine nette. Mais en valeur, en appliquant les prix relevés au détail par Kantar en semaine 15, elle génère moins de 900 €/tête soit seulement 39% de la valeur générée par la viande nette commercialisée.

A l'opposé, le filet est le morceau le plus cher, vendu à un peu moins de 35 €/kg. Il représente seulement 2% du volume de la carcasse et 3% de la viande nette. Mais avec 230 €/tête, il génère 10% de la valeur au détail de la viande nette. Les autres morceaux ont des niveaux de valorisation intermédiaire. Ainsi, intégrer d'autres morceaux habituellement mieux valorisés sans hausse de prix du haché, induit une dégradation de la marge. Après une semaine de baisse, le prix en GMS de la viande bovine hachée maigre est donc reparti à la hausse (+2%) en semaine 16. Cette hausse reste très modérée et très insuffisante pour inciter les industriels à produire plus de haché sans dégrader la valorisation de la carcasse.

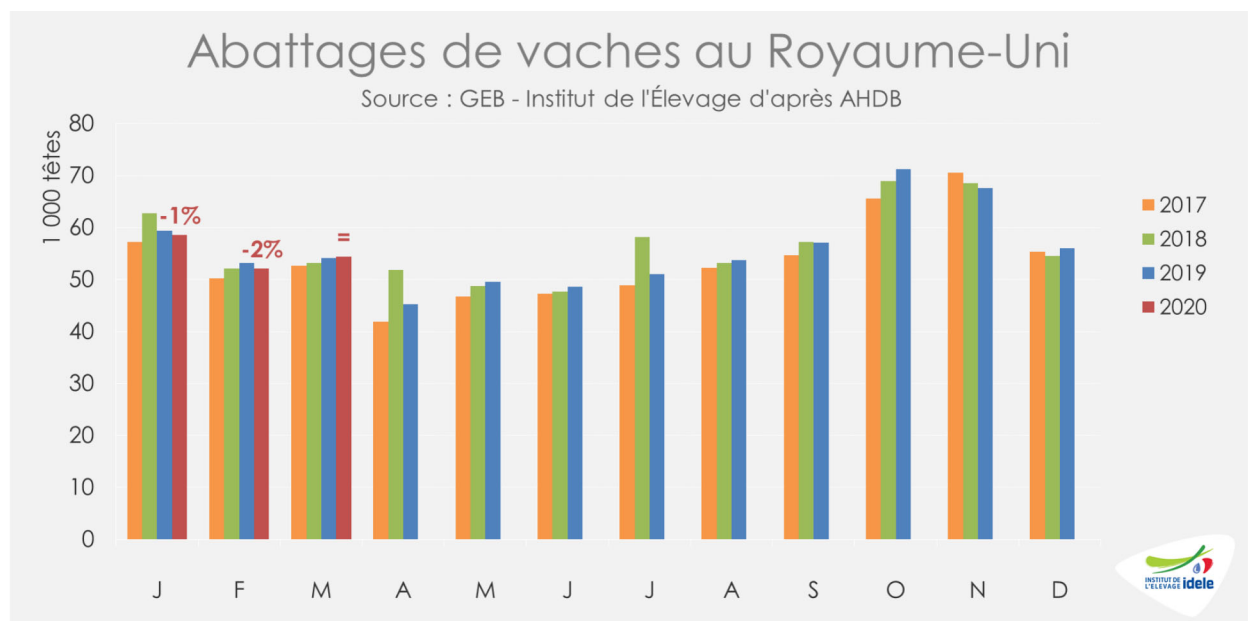


Sans revalorisation du haché et en passant le niveau de hachage de 43% à 63/64% (cf. article semaine dernière), la valeur générée par la vente de la viande nette commercialisable diminue de 8 à 9%. En hachant la totalité de la viande nette commercialisable, la perte de valorisation atteint près d'un tiers (-31%).



Bien évidemment, ce raisonnement concerne la viande de la carcasse qui représente environ 75% de la carcasse totale. Les 25% restants sont des graisses, des os, divers autres déchets qui ont également une valeur, tout comme le cinquième quartier et les cuirs. Cependant, la valorisation de ces derniers est à la peine (cf. article d'il y a deux semaines).

Depuis l'apparition du Covid-19 au Royaume-Uni et plus encore depuis le début du confinement, la capacité d'abattage outre-Manche soulève des questions comme dans l'Union Européenne. En moyenne, entre 200 000 et 300 000 agneaux ainsi qu'environ 32 000 bovins jeunes (*prime cattle*) et 11 000 vaches de réforme sont abattus chaque semaine. Combien d'animaux sont abattus actuellement ? D'après AHDB, les abattages d'agneaux atteignent les niveaux les plus bas de ces dernières années. Par contre, ce sont environ 3 000 bovins jeunes par semaine de plus que la moyenne qui ont été abattus en mars. Les abattages de réformes étaient dans la moyenne. Normalement, à cette époque, le rythme des abattages de réformes devrait commencer à refluer.



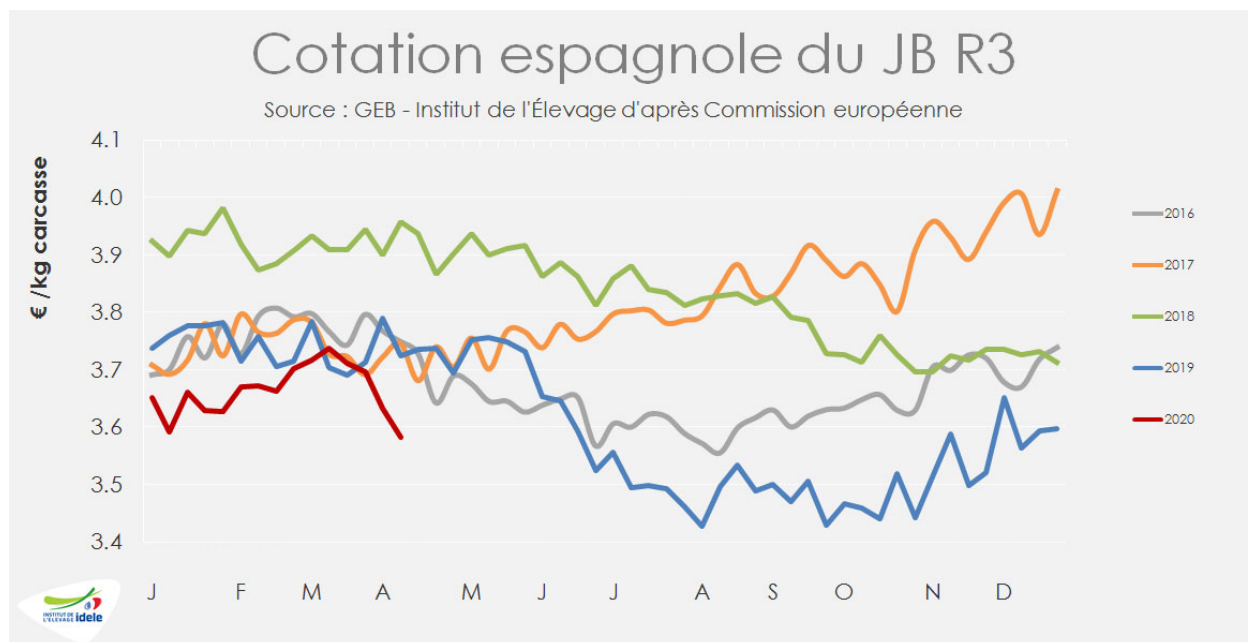
Mais alors que le dimensionnement des infrastructures permettrait d'absorber des débits plus élevés, les données dont disposent AHDB montrent que l'absentéisme du personnel dans les abattoirs est plus élevé que d'habitude, en raison du Covid-19 (arrêts maladie ou garde d'enfants). Les fragilités de la logistique mettent également à mal l'approvisionnement des abattoirs. De plus, l'enquête d'AHDB montre que certains abattoirs réduisent désormais leur nombre de jours d'abattage en raison du manque de rentabilité. Ils devraient le faire tant que la situation actuelle du marché prévaudra.

Désormais, l'ensemble du marché est sous pression. En semaine 15 et en devise locale, les baisses des cotations des bovins jeunes (*prime cattle*) sont comprises entre 5 et 15 pence suivant les catégories (entre 6 et 17 centimes). Les prix des vaches de réforme qui avaient déjà lourdement chuté, sont encore à la baisse. Ainsi, en semaine 15, le cours de la vache O atteint 2,67 €/kg (-10% /2019 ; -19% /2018), soit 3 centimes de moins en une semaine.

Pour soutenir la filière et aller au-delà de la consommation de viande hachée, AHDB a lancé deux campagnes de promotions #MakeItSteak et #SteakNight sur les réseaux sociaux. AHDB invite les éleveurs, les distributeurs et les chefs à y partager leurs recettes face aux difficultés causées par la fermeture de la RHD. En effet, ce marché représente 21% des volumes de viande bovine avec une forte consommation de découpes nobles. Étant donné que bon nombre de restaurants sont désormais fermés, AHDB estime qu'il y aura 2,5 milliards de repas en moins en restaurant par trimestre de confinement. La campagne qui se veut virale vise donc à promouvoir la consommation de steaks via les réseaux sociaux.

Espagne : la baisse des prix se poursuit

En Espagne, la baisse des prix a été plus tardive mais elle se poursuit. L'export de bovins finis vers le bassin méditerranéen se maintient à l'approche du Ramadan mais ne suffit plus à contrebalancer la forte pression exercée sur les prix des carcasses par le report incomplet de la restauration vers la consommation à domicile et par le coup de frein des ventes de carcasses vers le marché italien. En semaine 15, la cotation du JB R3 a perdu 5 centimes pour tomber à 3,58 €/kg de carcasse (-4% /2019 ; -9% /2018). Celle du bovin de 8-12 mois R3 (catégorie Z) a perdu 3 centimes pour tomber à 3,76 €/kg, contre 3,92 en 2019.



VEAU DE BOUCHERIE: Une crise profonde

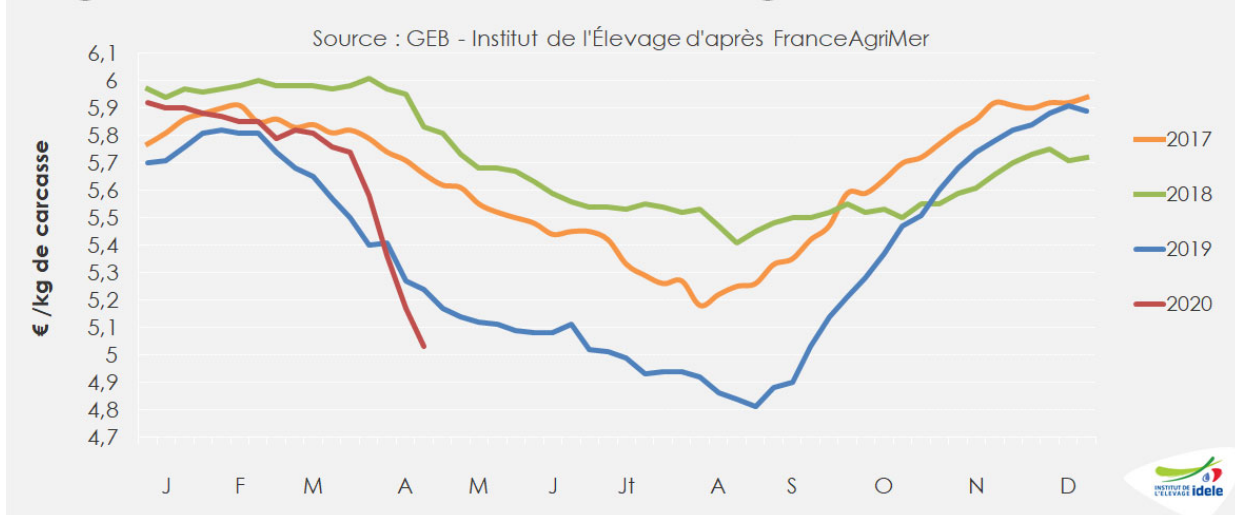
En semaine 16, les prix des veaux finis chutent encore, surtout pour les moins bien conformés. Après le coup d'arrêt brutal en semaine 13, les abattages de veaux étaient en moindre recul en semaines 14 et 15. Le bilan de la semaine 16 est mitigé : avec un jour ouvré de moins, les abattages ont encore reculé, mais le repli est limité en comparaison à la semaine de Pâques de 2019.

Les difficultés logistiques et l'indisponibilité du personnel restent surmontables pour la filière veau. Les commandes sont réduites du fait de la fermeture des débouchés RHD, importants pour le veau, et d'une demande chaotique et globalement en baisse en grandes surfaces. La présence du veau dans les linéaires y est menacée par le manque de personnel et le passage rapide des clients, les GMS concentrant leur offre sur les segments les plus demandés en volume. C'est d'autant plus marqué avec la très forte expansion du Drive, une activité très gourmande en main d'œuvre.

La chute des prix est plus sévère pour les veaux laitiers

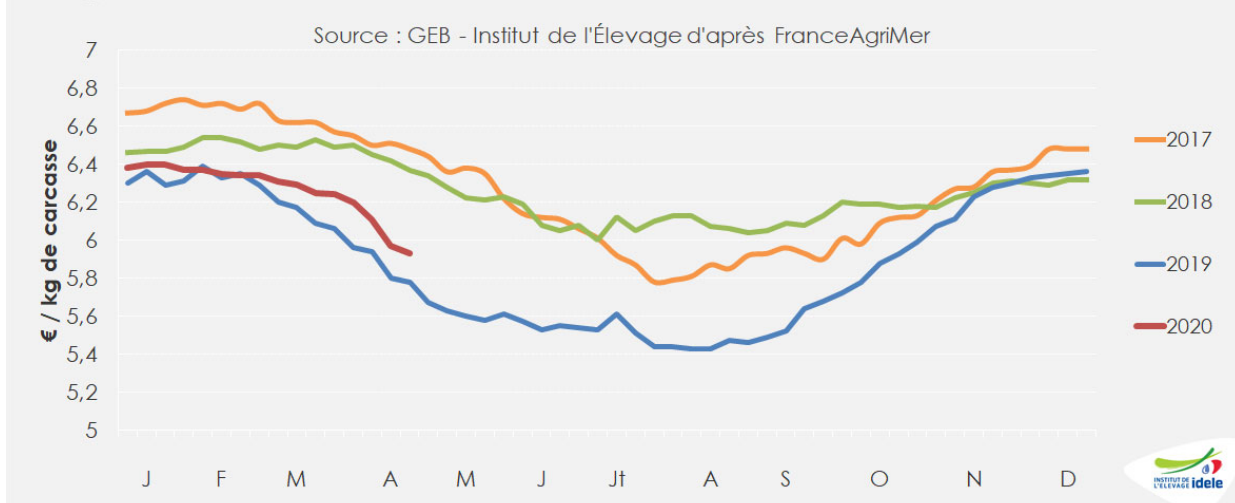
Les veaux gras les moins bien conformés sont très exposés à la quasi-absence de la RHD. La cotation du veau rosé clair O a perdu 71 cts en 4 semaines. A 5,03 €/kg éc en semaine 16, elle a perdu 14 cts par rapport à la semaine 15 et affiche un recul de 21 cts par rapport au déjà très bas niveau de 2019 (-4% /2019 et -14% /2018).

Cotation du veau rosé clair O élevé en atelier



Sur les conformations supérieures la baisse est un peu moins brutale, les cours se sont établis entre les très bas niveaux 2019 et ceux des années précédentes. Ces animaux mieux conformés sont davantage valorisés en GMS et boucherie. Le veau rosé clair R cotait 5,93 €/kg en semaine 16, il n'a cédé que 4 cts (-0,7%) d'une semaine sur l'autre. Il reste 15 cts au-dessus de son niveau de l'an passé (+3%) mais 44 cts en dessous de 2018 (-7%).

Cotation du veau rosé clair R élevé en atelier



Le recul des abattages continue

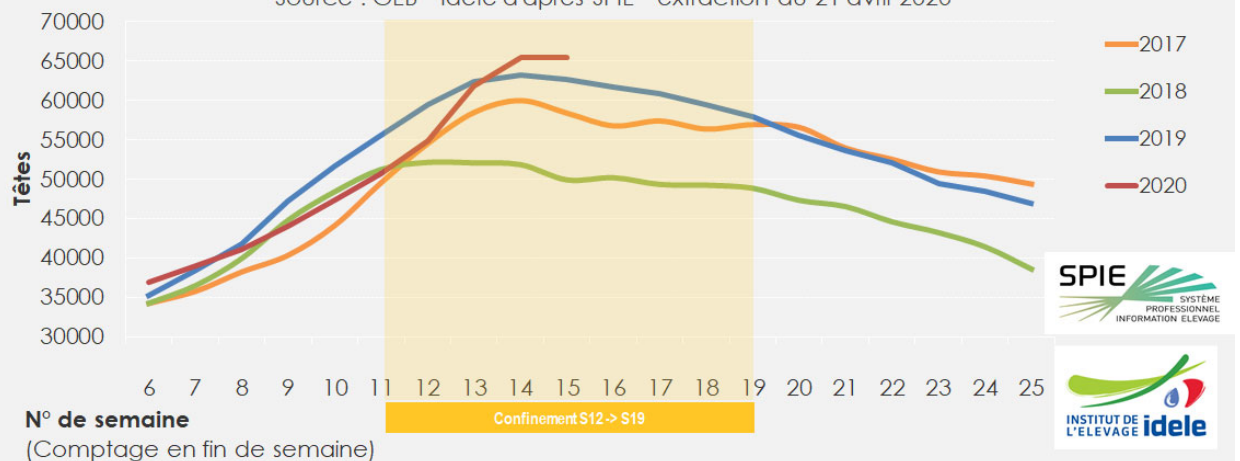
Les données préliminaires de Normabev indiquent une nouvelle baisse des abattages de veaux en semaine 16 par rapport à 2019 (-4,5%). Toutefois cette semaine ne comptait en 2020 que 4 jours ouvrés contre 5 l'an passé en raison du décalage de Pâques (semaine 17 en 2019). Comparés à la semaine 17 de 2019, les abattages de la semaine 16 en France ne sont ainsi qu'en léger repli. Il sera important d'analyser l'évolution de l'activité sur le mois d'avril complet, pour apprécier le retard des abattages.

Néanmoins, ces retards d'abattages depuis l'arrêt de la RHD provoquent le vieillissement et l'alourdissement des veaux et imposent des adaptations dans l'alimentation et la conduite chez les éleveurs.

Les données SPIE que nous traitons semblent confirmer la tendance. Les effectifs de mâles laitiers de 6 mois présents en ferme ont bondi à partir de la semaine 13, dépassant les stocks 2019 déjà élevés du fait de la crise qu'avait alors déjà connue le secteur. En fin de semaine 15, ces effectifs de mâles laitiers âgés de 6 à 7 mois étaient en hausse de +5% /2019.

Effectifs de mâles de type laitier de [6 à 7[mois présents en ferme - France métropolitaine

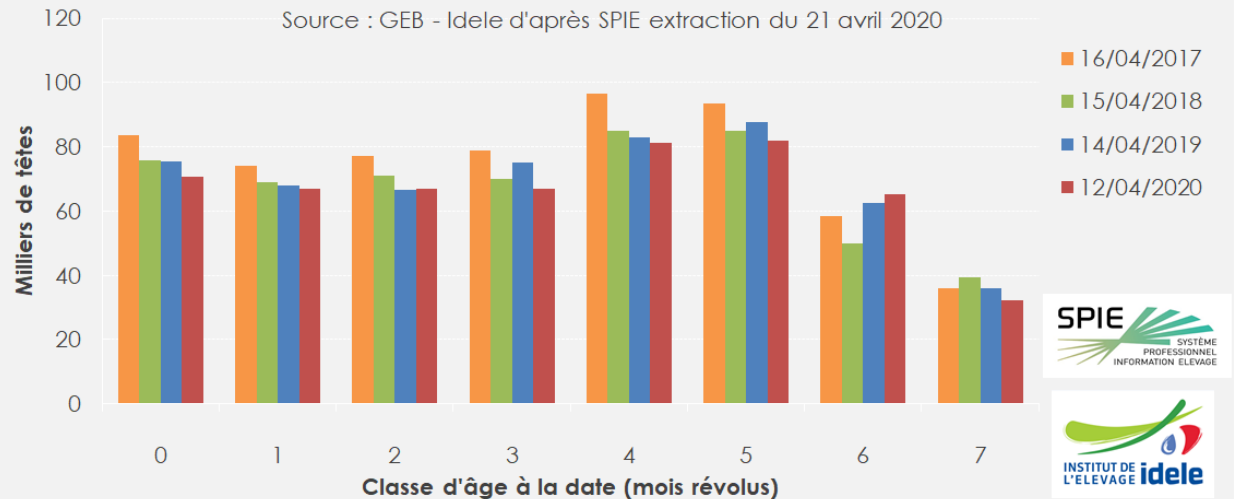
Source : GEB - Idele d'après SPIE - extraction du 21 avril 2020



Les effectifs en atelier de veaux laitiers de 3 à 7 mois restent toutefois globalement en recul par rapport aux années précédentes (-5% /2019), traduisant la baisse des naissances, les mises en place prudentes d'avant crise et le développement des envois des veaux nourrissons vers l'Espagne.

Effectifs de mâles de type laitier présents en ferme en fin de semaine 15 - France métropolitaine

Source : GEB - Idele d'après SPIE extraction du 21 avril 2020



La filière tente de s'organiser face à la crise

Depuis le 14 avril, Interbev a mis en œuvre une campagne de communication sur différents canaux : à la radio, sur le web et avec des supports destinés aux magasins. Les professionnels espèrent pouvoir s'appuyer sur cette campagne pour relancer les commandes des distributeurs. Le manque de présence à l'esprit du consommateur étant le premier frein à l'achat de veau, une meilleure mise en avant en magasins peut s'avérer efficace.

Face au recul des commandes, certains abatteurs congèlent la viande en plus de ralentir les abattages. Un collectif d'entreprises françaises, néerlandaise, belges et italiennes du secteur du veau a demandé l'ouverture d'aides au stockage privé de viande de veau pour couvrir une partie des frais. La Commission européenne a activé des mesures d'aide exceptionnelles pour appuyer le secteur agricole. Cependant, actuellement, la viande de veau âgé de moins de 8 mois reste NON éligible aux mesures de stockage privé annoncées le 22 avril.

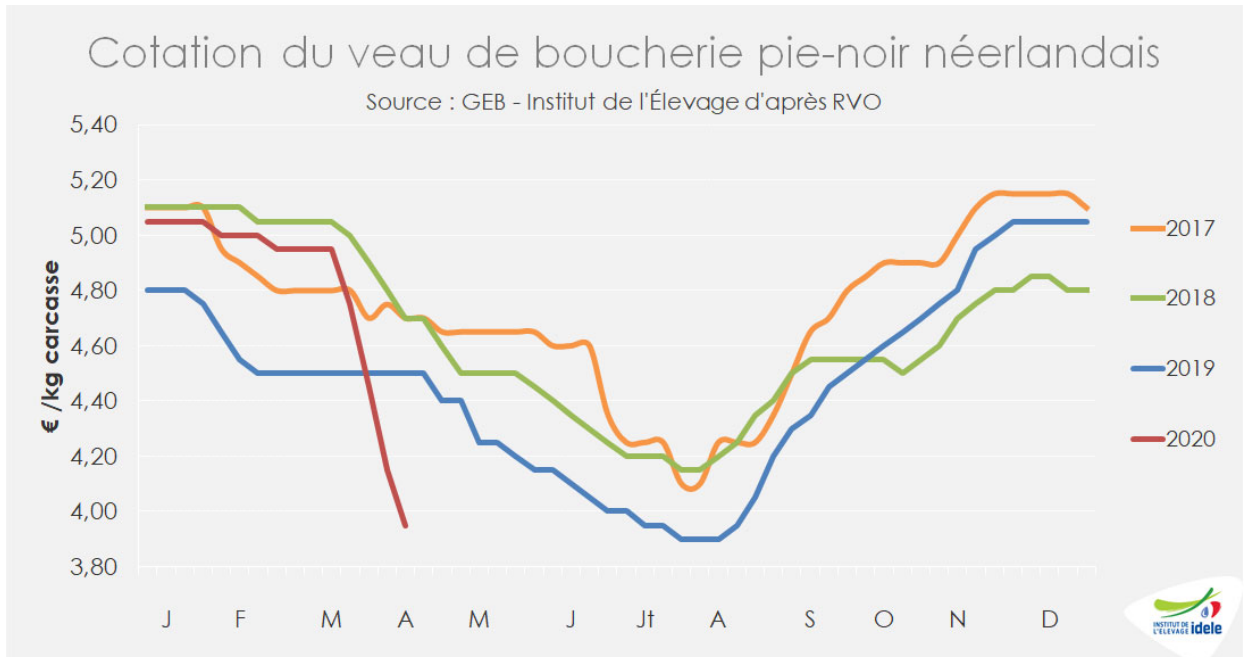
Les mises en place ralentissent

Les animaux mis en place aujourd'hui sortiront à l'automne, période de reprise saisonnière de la consommation, en tous cas en espérant que le confinement soit terminé et que la restauration aura repris à peu près normalement. En outre, les cours des poudres de lait et de lactosérum demeurent faibles, ce qui réduira les coûts de production du veau pour les mois à venir.

Les intégrateurs annoncent néanmoins toujours un net ralentissement des mises en place. Les sorties ont ralenti limitant le nombre de places libres et la prudence est de mise pour assurer l'assainissement prochain du marché. Les vides sanitaires pourraient être allongés.

Pays-Bas : les prix sont très dégradés

Principalement orientée à l'export (95%), la filière veau néerlandaise est très impactée par la fermeture des débouchés RHD en France, en Italie et en Allemagne. Les prix, déjà très dégradés continuent leur chute. Le cours du veau pie-noir néerlandais est passé sous la barre des 4 €/kg en semaine 15. A 3,95 €/kg, il se situe 55 cts sous son niveau de l'an passé (-12%).



D'après les experts néerlandais, les abattages sont en recul de près de 50% depuis le début du confinement en Italie (semaine 11), puis en France (semaine 12). La production aurait connu une timide reprise en semaine 16, mais avec des prix au plancher et moyennant la congélation d'importants volumes.

Les veaux rosés sont plus durement impactés que les veaux laitiers. Une partie de ces animaux serait déjà promise au marché du JB, du fait du dépassement de la limite d'âge (8 mois). L'Interprofession néerlandaise, en lien avec l'Union Européenne du Commerce du Bétail et des Métiers de la Viande (UECBV), a sollicité une aide au stockage privé auprès de la Commission Européenne : en effet, la viande de ceux animaux classé « Z » (âgés de 8 à 12 mois) pourra être placée en stockage privé subventionné par le budget européen. Attention toutefois : les stocks déjà réalisés ne seront a priori pas éligibles.

Par ailleurs, l'Interprofession néerlandaise a lancé une campagne de communication visant le marché national, les 17 millions de néerlandais consommant très peu de veau.

VEAU NOURRISSON : La demande est toujours atone

Les différents débouchés des veaux nourrissons sont affectés par le confinement généralisé en Europe. Malgré une offre à l'étiage et des contraintes logistiques surmontées par les opérateurs, le marché reste très encombré.

Une logistique qui tient

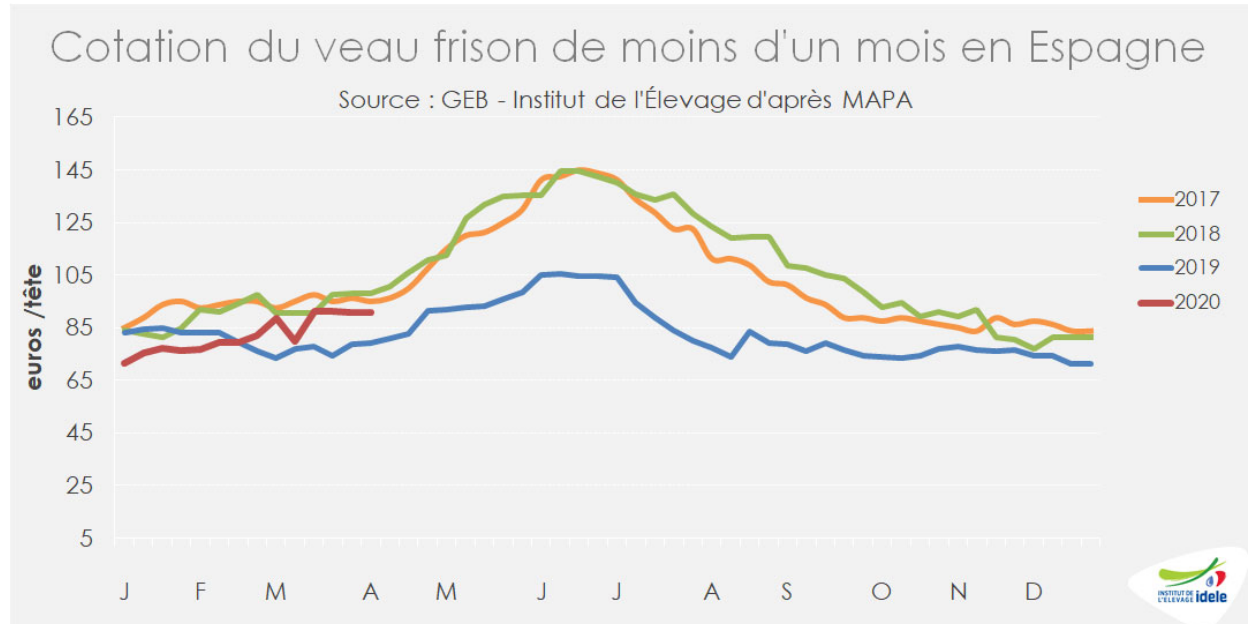
Depuis le début du confinement, plusieurs marchés aux bestiaux sont fermés ou désertés par les opérateurs qui privilégient le travail sur leur centre de tri afin de réduire l'exposition de leurs salariés au Covid-19. De plus, en semaine 16, certains marchés n'ont pas ouvert en raison du lundi férié. FranceAgriMer n'a ainsi pas pu établir de cotation nationale des veaux nourrissons. Néanmoins en dehors des mesures barrières, la situation n'impose pas de contraintes majeures pour le transport des veaux en France et vers l'Espagne et les opérateurs parviennent à s'adapter du point de vue logistique.

Des débouchés perturbés

Les jeunes veaux en temps normal sont valorisés via 3 canaux principaux : le veau de boucherie, le JB et l'export vers l'Espagne. La demande de veaux en France reste très diminuée. Le veau de boucherie principal débouché des veaux laitiers est en grande difficulté. Face à des excédents de viande de veau qui s'accumulent stockés sur pieds, en frigos ou dans les congélateurs, les intégrateurs continuent de limiter les mises en place et les vides sanitaires se prolongent. De plus les abattages ralentis limitent les places disponibles et retardent l'installation des bandes prévues.

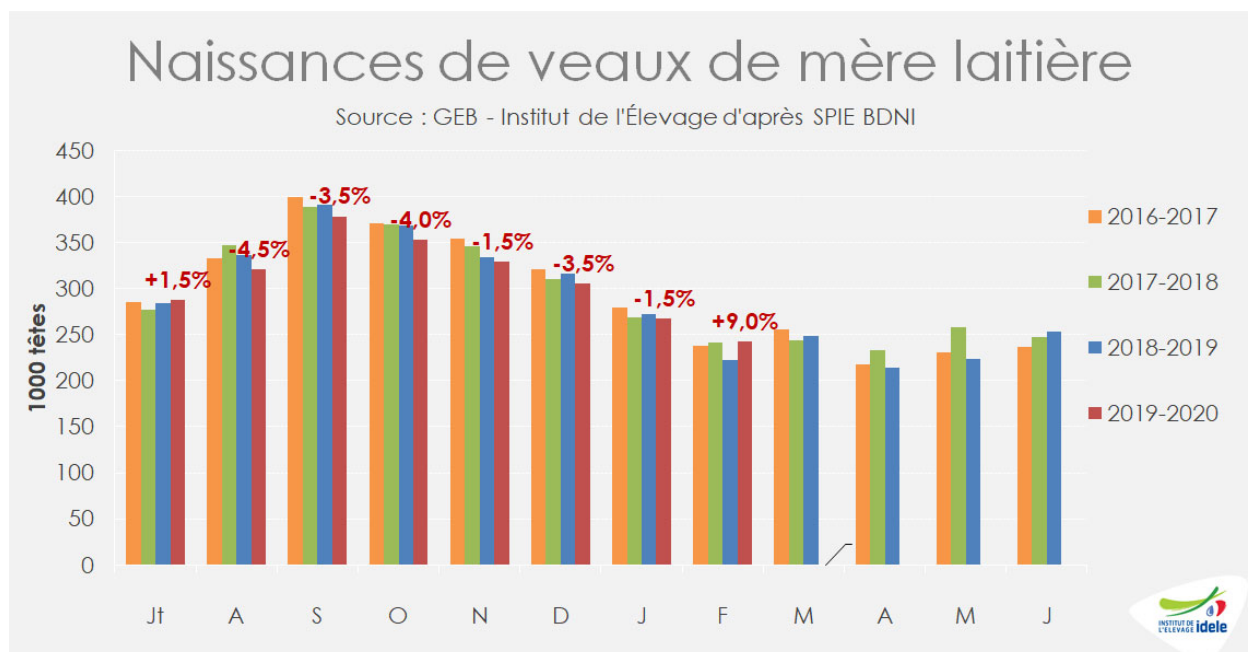
Par ailleurs, l'engraissement de jeunes bovins, 2nd débouché des veaux était déjà sur une très mauvaise dynamique depuis plusieurs années. L'effondrement récent des cours et des abattages ne devrait pas inciter les éleveurs à produire ce type d'animaux (voir chapitre JB en France).

Enfin, le marché espagnol, qui a absorbé des effectifs croissants de jeunes veaux ces dernières années, est toujours déprimé. Le prix des veaux frisons dépasse à peine le très mauvais niveau de 2019 et reste en-deçà des cours des années précédentes. Il est probable qu'il ne connaisse qu'une hausse saisonnière limitée. D'après les données TRACE, les envois de vifs vers la péninsule ibérique ont reculé de 32% depuis le début du confinement, alors qu'ils comptent à cette période près de 55% de bovins de 0-4 mois (voir partie broutards). Le ralentissement général du marché de la viande limite fortement la demande, en particulier pour les veaux holstein. Les envois seraient un peu plus fluides en veaux de races montbéliarde ou croisée.



Une offre pourtant à l'étiage

L'offre en veaux laitiers est pourtant à son étiage saisonnier. En 2019, le premier semestre ne rassemblait que 42% des naissances de veaux de mère laitière. De plus avec le repli du cheptel de vaches laitières l'offre de veaux nourrissons en 2020 s'annonce en recul. Depuis août dernier les naissances de veaux sont systématiquement en repli par rapport à la campagne précédente. Le rebond de 9% des naissances en février étant à nuancer en raison de l'année bissextile.



Un redressement de la consommation de veau en France dans les semaines à venir devient crucial pour relancer les mises en place et espérer une meilleure valorisation des veaux nourrissons.

Le Covid-19 amorce une nouvelle crise laitière mondiale

En France comme dans la plupart des pays confinés, les filières laitières affrontent d'importants bouleversements de leurs débouchés, report de consommation de la RHD vers la grande distribution ; ralentissement des exportations, qui provoquent en somme un ralentissement de la demande. En France comme en Allemagne les transformateurs laitiers incitent les producteurs laitiers à la modération.

La dégradation de la conjoncture est encore plus violente aux États-Unis et au Royaume-Uni, où un nombre croissant d'éleveurs laitiers doivent jeter du lait faute de débouchés.

Face à l'excès de ressource laitière, les fabrications de produits de report (poudre maigre et beurre) sont relancées, les stocks grossissent de nouveau et les cours s'effondrent.

Consommation : Bond des ventes de produits laitiers en GMS

Le confinement des Français et la chute d'activité de la RHD ont logiquement boosté les ventes de produits laitiers dans la grande distribution (hypermarchés, supermarchés, proximité et e-commerce). Sur les semaines juste avant confinement (S11) et après le confinement (S12), les ventes de laits conditionnés en supermarchés et hypermarchés ont bondi, en volume comme en valeur, de +71% /2019, selon les données IRi-CNIEL. Celles de beurre et de crème ont aussi fortement progressé, respectivement +61% et +52% en S12 /2019. Les achats d'ultra-frais, produits à DLC courte, ont plus modérément progressé (+23% en S11 et en S12 en volume). En semaines 13 et 14, les achats de produits laitiers par les ménages ont été moins abondants, mais encore nettement supérieurs à ceux de 2019 (+33% en beurre, +36% en crème, +9% en laits conditionnés et +12% en ultra-frais).

Des achats supérieurs au report de consommation depuis la RHD

Hormis les ultra-frais, les ménages ont constitué des stocks de précaution. Car leurs achats supplémentaires, des semaines 11 à 14, ont largement dépassé la consommation de produits laitiers en RHD. Selon nos estimations, la consommation de produits laitiers en RHD se situait dans une fourchette comprise entre 18 et 20% de la consommation de produits laitiers à domicile en 2017.

Les fromages AOP délaissés

Les ventes de fromages en hypermarchés et supermarchés au rayon libre-service ont aussi fortement progressé, de +30% /2019 en volume comme en valeur (moyenne sur les semaines 11 à 14), toujours d'après IRi-CNIEL. Toutefois la croissance est bien moindre si on intègre l'activité des rayons à la coupe (non couverts par IRi) de même que les circuits traditionnels (crèmeries, halles, marchés) qui ont subi des chutes d'activité suite au confinement. Toujours selon IRi, les ventes de produits laitiers au rayon à la coupe ont reculé de 12% en valeur sur la même période.

Les fromages frais les plus fragiles, les fromages affinés, comme les fromages de garde AOP ont été délaissés. Le climat anxieux a incité les ménages à privilégier les fromages râpés et les fromages tranchés et emballés sous vide et les fromages fondus.

Les fromageries artisanales situées dans de nombreux bassins AOP sont les principales victimes de la chute de commande de 25 à 60%, selon les fromages et les entreprises, entre la première et la deuxième quinzaine de mars. Les producteurs fermiers sont les plus impactés. Face à la chute d'activité, certains innovent avec la mise en place de plateformes d'achat, de livraisons à domicile, de ventes de proximité aux supermarchés en milieu rural.

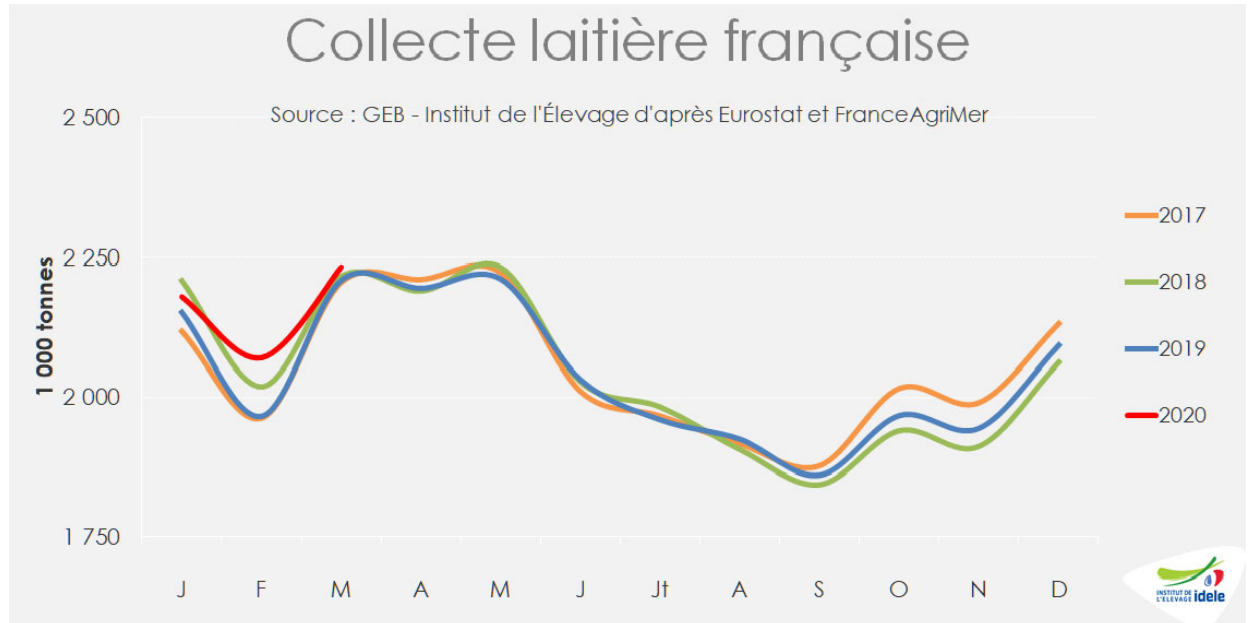
Les grands groupes laitiers, tous fabricants de fromages, sont mieux armés pour affronter cette crise sans précédent et adapter leurs offres aux chamboulements des flux et aux besoins des ménages confinés. Présents dans toutes les familles de produits, ils peuvent orienter la ressource laitière en fonction des besoins du marché intérieur. De plus ils disposent des capacités de transformation du lait excédentaire en produits de report (beurre et poudre maigre).

Collecte en France : hausse saisonnière ralentie début avril

En première semaine d'avril (S14) la collecte laitière française s'est tassée de -1% / 2019 d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Cette inflexion met fin à trois mois de croissance modérée.

En hausse de +1% /2019 en mars, toujours d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer, la production laitière connaissait une hausse saisonnière plutôt ferme grâce à une météo douce : propice à la pousse de l'herbe et à une mise à l'herbe précoce des troupeaux laitiers. En somme la collecte au 1^{er} trimestre était remontée au niveau la moyenne des cinq dernières années.

Le tassement de la collecte nationale début avril s'explique surtout pour des raisons météorologiques. Les nuits fraîches, la baisse des températures et l'absence de pluviométrie auraient ralenti la production herbagère. cette météo moins favorable apparaît comme une aide à la modération des livraisons demandée par les transformateurs. Confrontés aux chamboulements des marchés provoqués par le Covid-19, ils ont envoyé des signes plus ou moins forts à leurs livreurs, à quelques semaines du pic de lactation (fin avril – début mai).



L'évolution de la collecte dans les semaines suivantes d'avril et en mai sera déterminante pour limiter les laits excédentaires toujours importants lors du pic de lactation. Elle devrait significativement baisser d'une année sur l'autre en montagne suite aux décisions drastiques prises par les Organismes de défense et de gestion (ODG) des AOP fromagères, d'autant que la pousse de l'herbe risque de rapidement ralentir. En plaine, le ralentissement de la collecte s'annonce moins net, compte tenu des stratégies variées des collecteurs, même si le CNIEL propose d'indemniser tous les éleveurs qui réduiraient leurs livraisons mensuelles d'avril (de -2 à -5% /2019) à un prix de 320 €/1 000 l. Le principal levier utilisé sera la réduction des aliments concentrés.

Toutefois l'évolution de la météo sera déterminante. Si la sécheresse s'installe, l'infléchissement de la collecte amorcé début avril devrait se poursuivre. En revanche, avec une pluviométrie plus conforme à la normale notamment sur la façade atlantique, la production laitière pourrait au plus se maintenir dans les bassins laitiers de l'Ouest et du Nord.

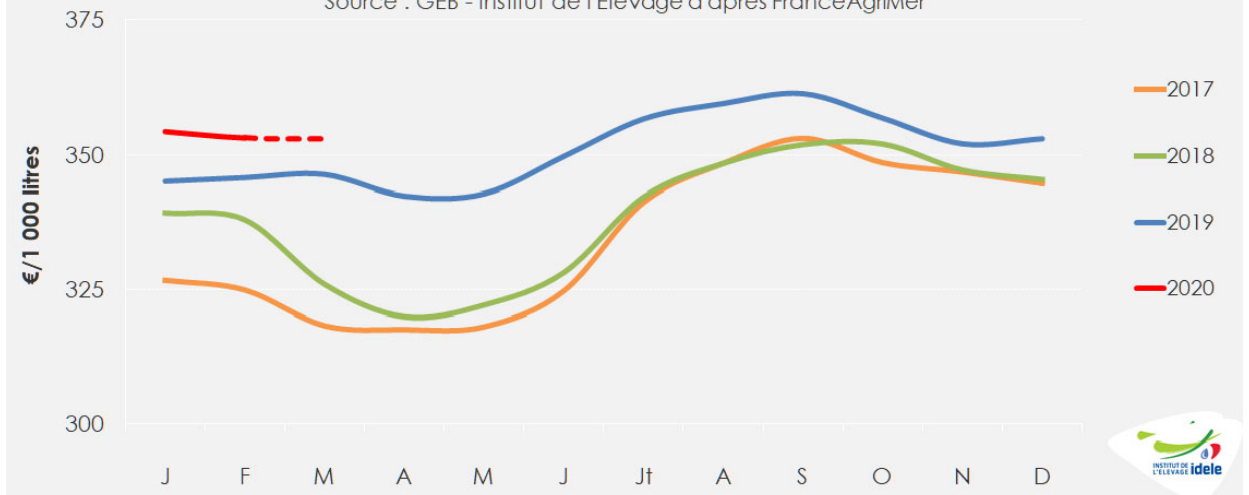
Baisse prononcée du prix du lait au printemps

Tous les grands groupes laitiers invitent leurs livreurs à la modération dans les livraisons printanières. Certains ont pris des dispositions plutôt incitatives dont les modalités diffèrent selon les laiteries (Focus Lait de vache Tendances 311). Eurial, Savencia, Sodial appliquent un malus ou pénalité sur le prix du lait payé au printemps pour modérer la collecte printanière, compensé dans certains cas d'un bonus sur le prix payé en été pour encourager la production lors du creux saisonnier. Leur mix-produit varié et la diversité de leurs débouchés leur permettent de mieux résister à la modification profonde de la demande que les sociétés laitières très spécialisées.

Certaines coopératives de collecte sont contraintes de réduire drastiquement leur collecte. Elles subissent des baisses de commande de transformateurs français et européens eux-mêmes confrontés à des excédents de lait. Par exemple l'Union Laitière de la Meuse (ULM) impose une réduction collective de 5% de la collecte d'avril et mai à tous ses adhérents plus une baisse supplémentaire de 2,5% pour ceux en dépassement sur la collecte de mars de plus de 10% /2019, et une baisse de 5% pour ceux en dépassement de plus de 20% toujours sur celle de mars (soit une baisse de -12,5% dans ce cas). La coopérative a décidé d'acheter les volumes excédentaires au prix symbolique de 1 €/1 000 litres.

Prix du lait standard (toutes qualités) en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Avec de telles dispositions, le prix du lait payé par ces laiteries au printemps s'infléchira plus ou moins nettement de -15 à -30 €/1 000 l par rapport au prix de base versé au printemps 2019. Pour les autres laiteries il sera au plus égal au niveau du printemps 2019. En somme, le prix du lait standard (moyenne nationale toutes qualités confondues) se situera probablement à mi-chemin entre 2018 et 2019, après avoir été nettement supérieur au 1^{er} trimestre et stable à 355 €/1 000 l.

Les produits laitiers bios très prisés

Depuis le début du confinement, les produits biologiques conservent leur attrait et connaissent des croissances particulièrement prononcées dans les différents circuits de vente auprès des ménages. Certaines enseignes spécialisées ont même déployé des offres *Drive* pour répondre aux attentes des consommateurs. En semaine 12, celle du début de confinement des Français, les ventes de produits biologiques ont ainsi été supérieures de +63% à leur niveau de 2019 quand les produits conventionnels connaissaient eux une croissance de +40% selon Nielsen.

Les produits laitiers, qui pèsent pour environ 12% des achats de produits alimentaires biologiques par les ménages, ont plutôt bénéficié du confinement et du retour des consommateurs aux produits basiques tels que les laits liquides, le beurre ou la crème. Ces produits pèsent pour une part importante du mix-produit de la filière lait bio, une filière qui est par ailleurs peu dépendante des exportations et n'est donc pas soumise à la même pression que la filière lait conventionnelle.

Pour autant, avec l'afflux de lait des deux dernières années (le milliard de litres sur 12 mois glissants a été atteint courant mars soit +67% en trois ans), la régulation des volumes apparaît comme inévitable pour les principaux collecteurs afin de limiter le déclassement de lait, notamment au printemps lors du pic saisonnier de production. Les différentes Organisations de producteurs (OP), commerciales comme non-commerciales, ont ainsi relayé les messages de modération des livraisons demandés par les transformateurs laitiers.

Des évolutions divergentes dans le monde

En **Allemagne**, après un recul en semaine 13, les livraisons de lait en semaine 14 (qui se termine le 05 avril) sont en hausse d'une semaine sur l'autre et par rapport à 2019 (+0,7%). Cependant, la teneur en MSU a diminué sur les deux premiers mois de l'année. Une semaine après la France, la ministre allemande de l'Agriculture a écrit à la Commission européenne pour demander à l'UE de soutenir le stockage privé de poudre de lait.

En **Irlande**, la baisse des cours du beurre et de la poudre accentue la pression sur les laiteries. La majorité des grands transformateurs, à l'exception de Dairygold, ont donc finalement procédé à des baisses de prix, sur les livraisons de mars. Glanbia, Kerrygold et Lakelands ont réduit leur prix pour le lait livré en mars d'environ 2 centimes/litre. Mais aucune demande de contenir la production de lait n'est pour l'instant envisagée.

Au **Royaume-Uni**, les livraisons de lait ont repris leur tendance baissière en mars (-2% /2019 d'après les données d'AHDB). Les volumes de lait non collectés correspondraient à la production d'environ 300 fermes, sachant que de nombreux éleveurs continuent à livrer leur lait à des prix en baisse.

Aux **États-Unis**, les associations d'éleveurs et les collecteurs estiment que l'offre de lait excède la demande d'environ 10%. De son côté, *Dairy Farmers of America* mentionne qu'entre 10 000 et 14 000 tonnes de lait seraient quotidiennement jetées par les éleveurs étatsuniens. L'heure est aux idées pour trouver de nouveaux débouchés au lait en surplus, sachant que 45% du fromage et environ 60% du beurre sont consommés dans la RHD.

Ces évolutions se retrouvent également au niveau européen, où la cotation du beurre a perdu 300 €/t entre mi-février et début avril (semaine 14), à 3 300 €/t, et celle de la poudre maigre près de 500 €, 2 100 €/t.

Outre-Atlantique, le cours du beurre a perdu plus de 30% entre début mars et début avril, pour afficher 2 700 \$/t. Les fabrications de beurre sont très élevées, les usines tournant à pleine capacité, et abondent des stocks déjà importants, alors que les débouchés à l'export ne sont pas suffisants. Le prix de la poudre maigre a reculé de près de 25% sur la même période. Enfin, le cours du cheddar a baissé de plus de 20% alors que les fabrications sont en hausse.

A l'inverse, les cours du beurre et du cheddar océaniques n'ont pas reculé entre début mars et début avril et ceux de la poudre maigre n'ont cédé que 4%. Le marché océanique semble profiter de la baisse de production en Nouvelle-Zélande et du retour aux achats de la Chine.

Effets du Covid-19 sur la filière viande ovine – situation après Pâques

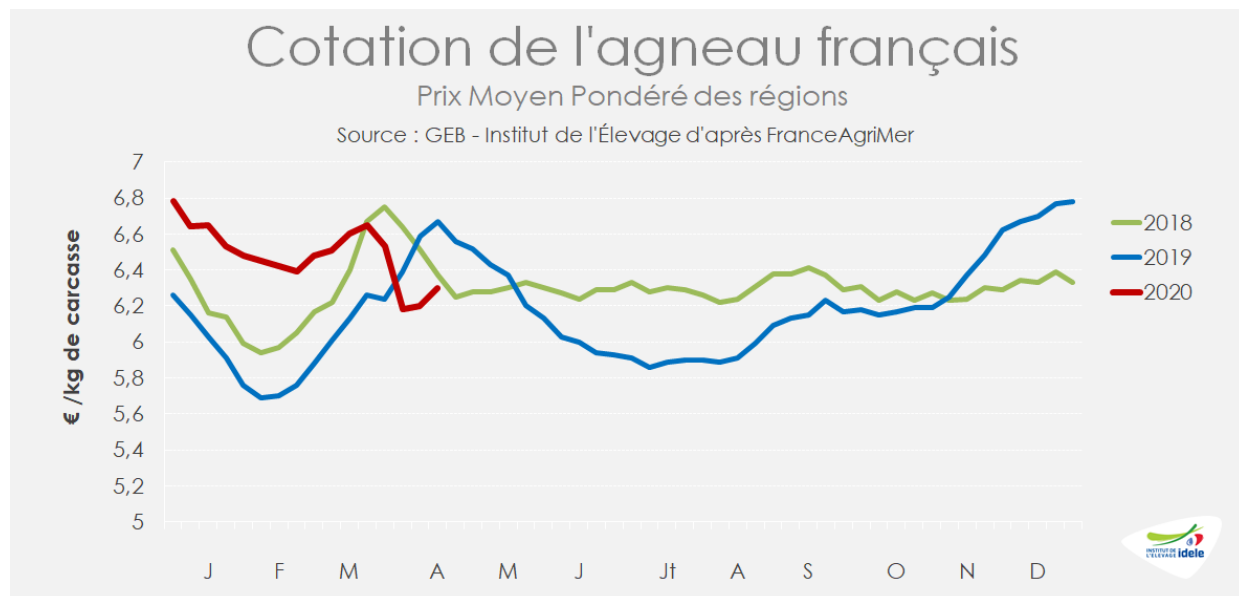
Concernant les producteurs européens, la cotation a chuté quelques semaines avant Pâques, puis s'est redressée via une relance ponctuelle de la consommation qui a permis d'alléger les marchés. En Océanie, le confinement semble poser d'autres soucis : ralentissement de la productivité des abattoirs en Nouvelle-Zélande ou encore nécessité d'une aide de l'état, en Australie, pour continuer d'exporter de la viande ovine par voie aérienne.

La cotation française rebondit après Pâques

La situation au mois de Pâques, en termes de reports d'agneaux, a été finalement moins catastrophique qu'on n'aurait pu le craindre : grâce aux efforts des opérateurs des différents maillons de la filière, le marché français de la viande ovine s'est désengorgé quelques jours seulement avant le fameux dimanche pascal. La plupart des distributeurs ont privilégié l'agneau français, en diminuant temporairement leurs achats de viande importée ou en congelant une partie de l'agneau *chilled* néozélandais. L'Interprofession a développé une communication forte autour de l'agneau français et des opérateurs ont pris des initiatives exceptionnelles, tels que des *drive* géants, pour diversifier les formes de commercialisation de leurs animaux.

Les agneaux surnuméraires semblent avoir trouvé leur débouché, au prix d'une forte baisse de valeur : la cotation française avait en effet perdu 35 centimes entre les semaines 13 et 14. En semaine 15, semaine de Pâques, le cours a regagné à peine 0,02 €/kg, alors même que les ventes étaient annoncées particulièrement dynamiques.

En semaine 16, on observe un nouveau redressement de cette cotation française, qui illustre probablement, avec un peu de retard, le désengorgement du marché français pour Pâques (retournement de situation avec ventes importantes juste après l'établissement du cours national de la semaine 15) : celle-ci a gagné 10 centimes d'une semaine sur l'autre, à 6,30 €/kg. La proximité du Ramadan avec Pâques, qui démarre le 23 avril cette année, peut éventuellement contribuer à cette hausse du cours post-Pâques pour les pays producteurs de l'UE.



D'un point de vue de la production nationale, les abattages des semaines 14 et 15 auraient permis d'absorber les reports de la semaine 13, malgré des effectifs abattus un recul par rapport à la même période de 2019. En semaine 15, les abattages d'agneaux auraient même été supérieurs à ceux de la semaine de Pâques l'an passé, selon les données d'Interbev (Ovinfos), avec un retour la normale en semaine 16 (abattages équivalents à ceux de l'an passé une semaine après Pâques).

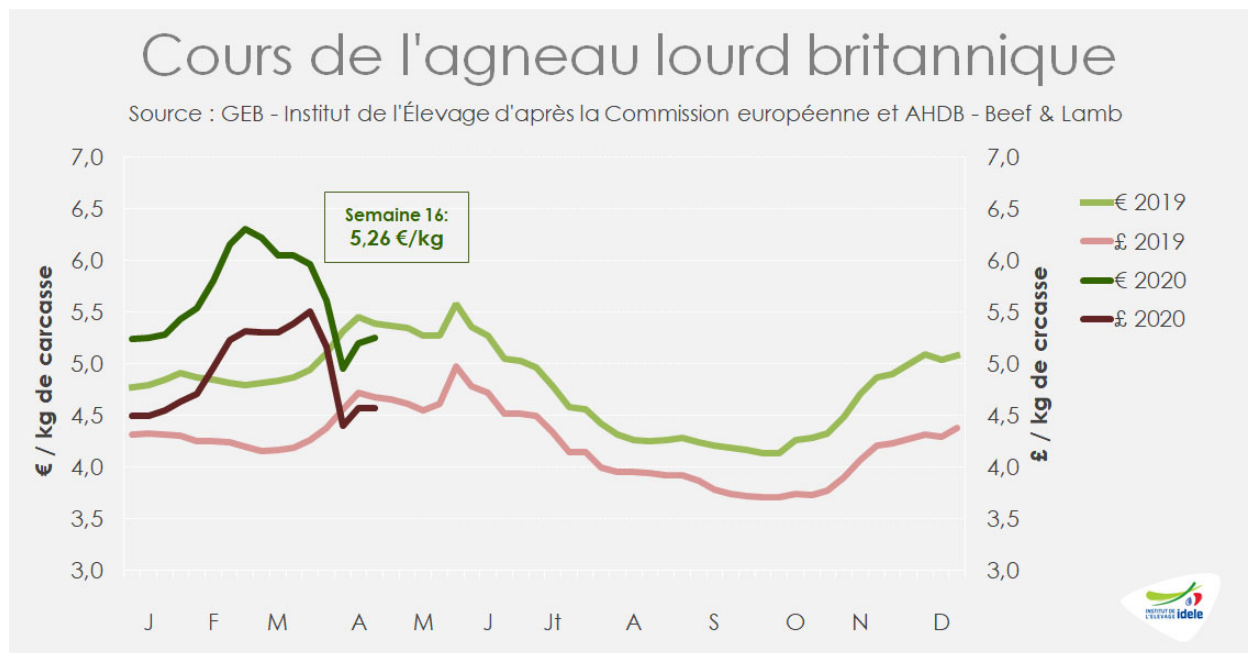
Le nombre d'agneaux français disponibles pour cette période festive aurait été en recul par rapport aux années précédentes, ce qui aurait aussi participé à cet équilibre tardif de l'offre et de la demande pour Pâques (moins bonnes performances sur les luttes du printemps 2019 ? moins de brebis luttées à cette période ? baisse du cheptel ?).

Après ces semaines agitées, les sorties auraient retrouvé un niveau plus modéré en semaine 16, compris entre 70 et 75 000 agneaux/semaine (contre 100 000 pour la semaine 15, de Pâques), selon les estimations de l'Interprofession. Même si le pire a été évité pour Pâques, les opérateurs doivent rester alertes : le Ramadan débute le 23 avril et des sorties importantes d'agneaux en ferme sont prévues de mai à fin juin, avec notamment les premiers agneaux d'herbe et ceux issus du troupeau laitier. Les opérateurs du secteur ovin lait estiment des sorties d'agneaux Lacaune à environ 35 000 agneaux/semaine, soit un surplus de 3 000 à 4 000 agneaux/semaine par rapport à l'an passé (exportations moindres vers l'Italie, entre autres). La viande d'import, dont les prix sont particulièrement bas en ce temps de crise, est aussi à prendre en compte (R-U, Irlande et Espagne, surtout).

En outre, les nouvelles habitudes alimentaires des Français développées pendant le confinement vont perdurer au-delà du 11 mai : la RHD ne reprendrait pas totalement avant mi-juin et, même si la consommation des Français en viande d'agneau s'est fortement relancée deux semaines avant Pâques, tous circuits, celle-ci pourrait avoir chuté de façon significative durant le confinement, selon l'Interprofession...

Royaume-Uni : redressement du cours britannique depuis Pâques

Dans un mouvement quelque peu inhabituel, le prix de l'agneau britannique s'est redressé depuis Pâques : supérieur aux niveaux de l'année précédente, bien que toujours nettement inférieur aux niveaux pré-confinement.



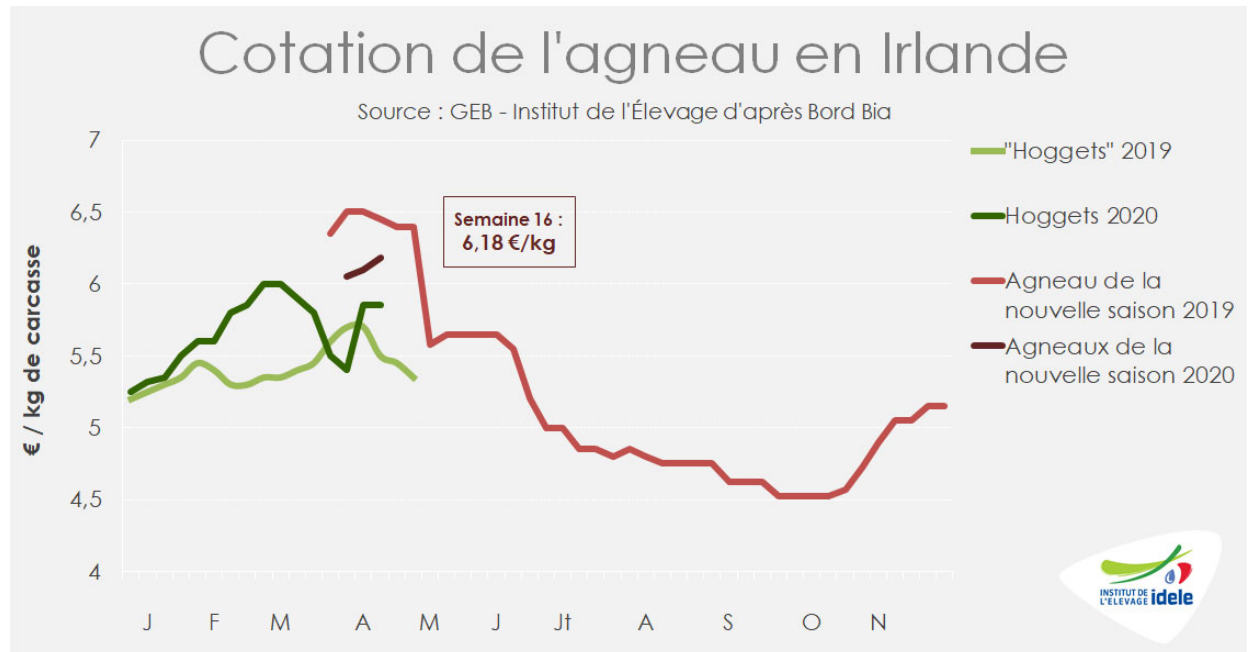
En mars, le nombre d'agneaux abattus au Royaume-Uni a fortement diminué, selon *Defra* : -10% /mars 2019, à 891 000 têtes. Le nombre de réformes a aussi reculé de 5%, à 131 900 têtes. La totalité de la baisse est enregistrée en Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord enregistrant une légère hausse. Ce même mois de mars, le poids de carcasse des brebis comme des agneaux a diminué d'une année sur l'autre : les brebis étaient plus légères de 5 kg en moyenne (cependant le poids moyen était particulièrement élevé en mars 2019). La production de viande ovine britannique a ainsi fortement chuté (-14% /mars 2019). Attention toutefois, les conditions du marché ont radicalement changé le lundi 23 mars avec l'entrée en confinement du Royaume-Uni et la baisse de la demande en France. L'essentiel de la baisse de la production a eu lieu au cours de la dernière semaine de mars. Selon *AHDB*, les abattages d'ovins étaient légèrement supérieurs en semaine 15 à ceux de la semaine de Pâques 2019, probablement en réponse à une demande haussière. En semaine 16 (se terminant le 19 avril), ils ont en revanche baissé de 20 000 têtes d'une semaine sur l'autre, à 80 000 têtes. Cette réduction illustre le nombre réduit d'enchères organisées après Pâques.

Toujours selon *AHDB*, de nombreux consommateurs font davantage attention à leurs dépenses en raison de leur revenu réduit pendant le confinement et de la récession économique qui va suivre. La demande au détail de coupes coûteuses des viandes les plus chères, dont l'agneau, se reporte sur des produits moins chers et plus rapides à cuisiner pour les enfants comme la viande hachée de bœuf... Si certains pays européens entament un lent et progressif déconfinement, les deux plus grands clients de la viande ovine britannique en restent à un confinement strict (France et Irlande).

Irlande : hausse des cours après Pâques

Après avoir perdu 40 centimes d'euros entre les semaines 12 et 14, le cours des *hoggets* (agneaux de report nés au printemps 2019) a rebondi pendant la semaine de Pâques, de +45 centimes. Il s'est ensuite stabilisé en semaine 16. Comme au Royaume-Uni et en France, la situation est très inhabituelle : la cotation s'est redressée fortement en semaine 15 (semaine de Pâques) et reste depuis à des niveaux élevés, tranchant avec la rechute post-Pâques traditionnelles.

Conjointement, une semaine avant Pâques (semaine 14, se terminant le 5 avril), on cote les premiers agneaux irlandais de la nouvelle saison. En trois semaines, ces agneaux de printemps prennent 13 centimes d'euros le kilo. Le cours de l'agneau de saison reste toutefois bien en-deçà de son niveau de l'an passé.



D'un point de vue de la production irlandaise d'ailleurs, la finition des agneaux de printemps est signalée par l'*Irish Farmer Journal* comme étant plus longue qu'usuellement, ce qui n'est pas surprenant compte-tenu des conditions météorologiques difficiles de ce printemps. Les abattoirs continuent alors de s'approvisionner en *hoggets*, bien qu'ils commencent à se raréfier.

En semaine 15, semaine de Pâques, les abattages ont fortement augmenté par rapport à la semaine précédente, de près de 10 000 têtes, à 50 000 têtes. Toutefois, c'est 7 000 têtes de moins que le pic d'abattages pour Pâques en 2019. Depuis le début de l'année, les abattages irlandais restent plus élevés que la même période en 2019, qui étaient particulièrement faibles, malgré une baisse notable des réformes d'ovins adultes. En semaine 16, le commerce d'ovins continue de gagner du terrain à la suite d'un resserrement de l'offre.

Le 22 avril, la Commission européenne a annoncé la mise en place d'une aide au stockage privé en cas d'engorgement de certains marchés. Le risque de voir les marchés des divers producteurs européens de viande ovine s'engorger considérablement est donc bien réel. Ces mesures permettraient de retirer temporairement des produits du marché. En détail, il s'agit d'une aide de 20 M€ pour le stockage privé de 36 000 t de viande ovine dans une période de 150 jours maximum. Les pays exportateurs comme l'Irlande ou le Royaume-Uni pourraient être davantage concernés, leurs difficultés pour écouler la viande ovine en ces temps de crise étant double : baisse des achats des ménages et baisse de la demande des pays clients.

Espagne : la demande des pays arabes pour le Ramadan est une aubaine en cette période compliquée

Alors que la demande en viande ovine s'effondre en Espagne en raison de la pandémie de coronavirus et de la fermeture consécutive de l'industrie hôtelière, les agriculteurs sont ravis sur le Ramadan et le Festival de l'agneau, qui se déroulent entre avril et juillet. L'export d'ovins vifs donne un peu d'air aux éleveurs espagnols, durant cette période particulièrement compliquée.

Selon le magazine *El Vigia*, les exportations de bétail en partance du port de Carthagène ont augmenté de 35% au premier trimestre 2020. Les principales destinations restent la Libye, le Liban, l'Algérie et depuis cette année la Jordanie et l'Arabie Saoudite (accord pour plus de 100 000 agneaux espagnols/an). Des expéditions massives ont aussi été effectuées vers ces mêmes destinations depuis le port de Tarragone. Après Pâques, en semaine 16, le marché espagnol est encore très affecté par la fermeture des restaurants, la baisse de la consommation intérieure et la baisse des exportations, notamment celles destinées aux marchés européens. Mais, la demande semble s'améliorer : le marché français, bien que toujours perturbé, aurait augmenté sa demande et les exportations en vif permettent d'écouler un peu d'offre. Les hypermarchés du Sud-Ouest font en effet état d'une forte présence d'agneaux espagnols (en plus des Lacaunes) dans leurs rayons.

Toutefois, les pays du pourtour méditerranéen rencontrent les mêmes difficultés quant à la consommation en période de confinement : la demande lors des festivités du Ramadan pourrait être inférieure à celle des années précédentes...

Nouvelle-Zélande : ralentissement du rythme de production

Selon *Beef and Lamb NZ* et *Meat and Livestock Australia* (MLA), les protocoles sanitaires liés au Covid-19 appliqués par les entreprises néozélandaises auraient réduit de près de moitié les capacités d'abattage, de découpe et de conditionnement de viande ovine (contre 30% pour la viande bovine), ce qui accroît les délais d'attente en ferme des agneaux finis.

Les éleveurs expriment leurs inquiétudes depuis le confinement, notamment concernant les délais d'attente plus longs pour vendre leurs ovins, pouvant aller jusqu'à six semaines dans certains cas. Cela exerce une pression supplémentaire sur les ressources fourragères hivernales.

Selon Jason Grant, président de la fédération des éleveurs du Canterbury, ces délais peuvent s'atténuer car les transformateurs de viande cherchent à augmenter la production au niveau d'alerte 3. Si les usines de transformation trouvent un moyen de travailler à un espacement de 1 m entre chaque salarié, sans les mettre en danger, cela signifierait que plus d'animaux pourraient passer par la chaîne et les abattoirs deviendraient bien plus efficaces. De plus, les usines de transformation de viande offrent un environnement sûr pour travailler en raison des exigences d'ores et déjà strictes en matière de santé et de sécurité.

L'industrie néozélandaise travaille dur pour augmenter la capacité de ses abattoirs, afin de soulager au plus vite les agriculteurs.

Australie : des vols d'urgence pour pallier les vols commerciaux annulés en raison du Covid-19

Selon le *Sidney Morning Herald*, en semaine 16, des vols d'urgence remplis de viande d'agneau (45 t) ont quitté Melbourne pour Abu Dhabi. D'autres suivront sous l'impulsion du gouvernement fédéral qui financerait à hauteur de 110 millions de dollars de tels « vols d'urgence » pour palier l'arrêt presque total des vols commerciaux. Le ministre du Commerce a déclaré que ces vols étaient les premiers de quelques 200 à partir pour des destinations commerciales clés, dont la Chine.

Selon *MLA*, à l'échelle nationale, l'Australie envoie toujours l'essentiel des exportations de viande rouge sous forme de fret maritime : 94% du bœuf et 80 % de l'agneau en valeur en 2019, mais le fret aérien est essentiel pour desservir certains marchés. L'expansion massive du trafic aérien au cours de la dernière décennie a ouvert d'importantes opportunités d'exportation pour la viande ovine australienne au Moyen-Orient : les consommateurs y ont une affinité culturelle pour ce produit mais ont généralement une forte préférence pour le frais et des exigences strictes en matière de durée de conservation, ce qui pose un défi logistique pour les expéditions de fret maritime, plus lentes.

En 2019, 44 000 téc de viande d'agneau *chilled* ont été exportées par avion vers le Moyen-Orient. En valeur, ces envois se sont élevés à 275 M\$, soit 30% des exportations de viande d'agneau *chilled* (toutes directions et tous types de frets) et 10% des exportations totales de viande ovine australienne.

Le confinement met en grave difficulté les producteurs de chevreaux

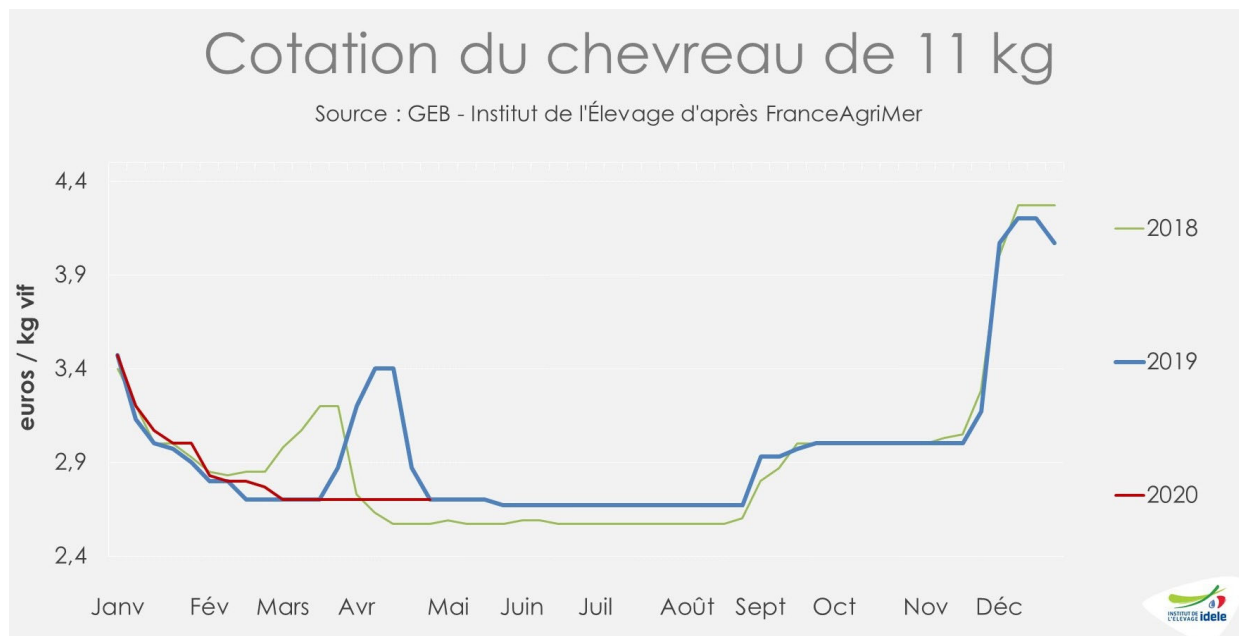
Les mesures de confinement, généralisées en France mais aussi au Portugal et en Italie quelques semaines avant les fêtes pascales, ont provoqué un effondrement des commandes de viande chevreau par les distributeurs. Ceux-ci tablaient sur une réduction des achats par les ménages qui ne pouvaient pas fêter normalement en famille cette fête religieuse. Or cette période concentre en temps normal la moitié des ventes annuelles de chevreaux.

Des débouchés réduits : les cours s'effondrent

Tout début mars, la mise en confinement de l'Italie s'est traduite par la fermeture de la restauration hors-domicile et une tentative de transfert de l'offre de viande caprine vers la grande distribution et les boucheries. L'annulation des commandes explique le ralentissement des flux de viande caprine française vers le marché italien, historiquement la deuxième destination des exportations nationales. Malgré la conjoncture à l'export difficile, les opérateurs français de la filière de viande caprine s'étaient tout de même engagés à poursuivre la collecte et l'abattage des chevreaux engraisés jusqu'à Pâques. A l'inverse de l'abattage des chèvres de réforme a été fortement ralenti.

La mise en place, décalée d'une dizaine de jours, des mêmes mesures de confinement en France et au Portugal (premier débouché à l'export de la viande caprine française) à l'approche de la campagne pascale explique la baisse importante de la demande de viande de chevreau au moment du pic traditionnel de consommation. Le cadre festif collectif dans lequel la viande de chevreau est servie habituellement est désormais interdit, et les problèmes de commercialisation ont été constatés avant même la semaine de Pâques. Ainsi, les principaux abattoirs déclarent une baisse de -50% à -60% des ventes de viande de chevreau en semaine 16.

Avec un prix de 2,70 €/kgéc à Pâques, la baisse est de 20% par rapport à 2019 (3,40 €/kgéc à l'époque).



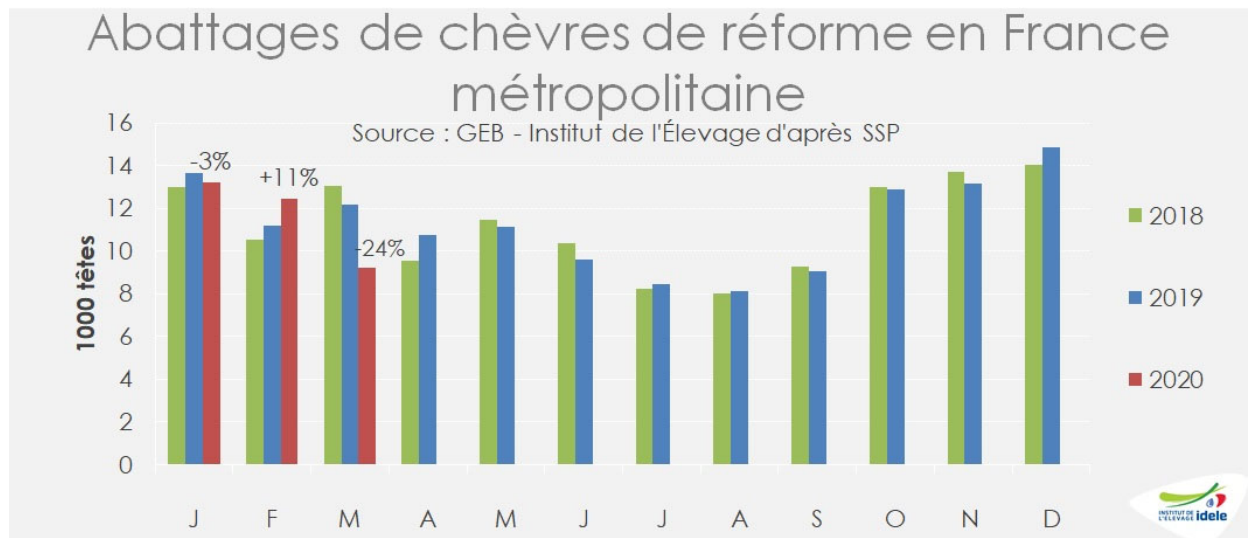
Cette situation met en grave difficulté les ateliers d'engraissement qui ont perçu un prix de vente inférieur de 20% à celui attendu.

Par ailleurs, si la constitution de stocks permet de résorber l'excédent conjoncturel d'offre, leur écoulement pèsera sur les prix bien au-delà de la crise sanitaire, notamment lors des fêtes de la fin 2020, second pic annuel de consommation. Selon la section caprine d'Interbev, environ 700 tonnes de viande de chevreau seront congelées d'ici la fin la campagne pascale (fin mai). Des nouveaux débouchés devront être trouvés et plusieurs pistes restent à explorer (nouveaux marchés à l'export, collectivités territoriales, industrie agro-alimentaire, etc).

Les abattages plongent en mars, mais le ramassage des chèvres de réforme reprend progressivement

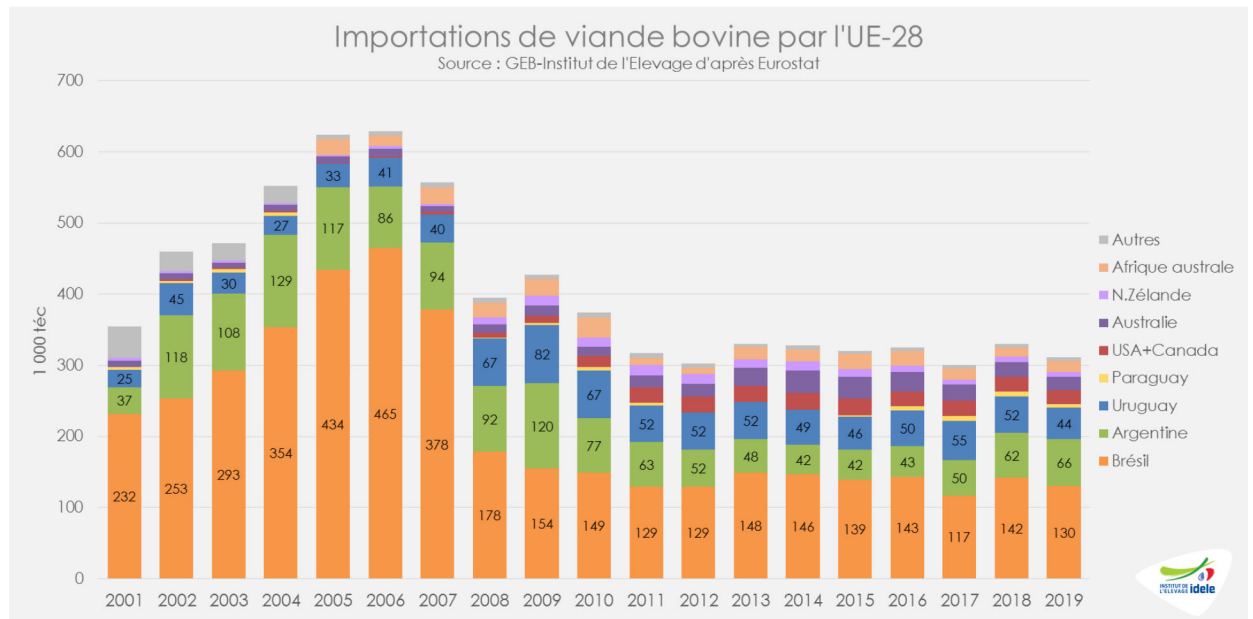
Pour éviter une éventuelle saturation des sites de transformation de lait de chèvre, les éleveurs ont été encouragés à maîtriser leur production laitière. Certains ont cherché à réformer des chèvres peu productives, mais ont dû faire face à l'impossibilité de les vendre aux abattoirs. La collecte des chèvres de réforme était fortement ralentie jusqu'à la semaine 14, puis a progressivement repris selon les régions. Cette mesure a été la principale réponse à la perte de marchés à l'export, important débouché de la viande de chèvre.

Ainsi, avec près de 9 200 têtes en mars, les abattages des chèvres de réforme ont chuté de -24% /2019. Cette baisse serait quasi exclusivement imputable à la semaine 13, où le ramassage des réformes a été quasiment arrêté. Globalement, sur le 1^{er} trimestre, les effectifs abattus n'ont reculé que de -5% /2019, à près de 35 000 chèvres réformées. En effet, après un mois de janvier morose, davantage de chèvres ont été réformées en février (+ 11% /2019), sous l'effet notamment d'un jour ouvré supplémentaire (effet année bissextile).



Les exportations de viande bovine du Brésil, de l'Uruguay et de l'Argentine au premier trimestre 2020

De récents articles parus dans la presse française font état de grandes difficultés des pays du Mercosur à exporter de la viande bovine vers l'UE suite au confinement quasi-généralisé. Rappelons que le Mercosur est de très loin le principal fournisseur tiers de viande bovine de l'UE (pour les ¾ environ), Brésil, Argentine et Uruguay en tête.



Ces exportations sont, en volume, constituées pour près de moitié de pièces réfrigérées haut de gamme, pour 1/3 de découpes congelées, le reste étant des préparations cuites (surtout destinées au marché britannique).

Les découpes trouvent essentiellement leur débouché dans la restauration hors domicile, puis dans les magasins de viandes congelées au détail (*frozen centers*) et, de façon moindre, dans les linéaires des GMS dans quelques pays (notamment en Allemagne et en Italie).

Avec la fermeture de la quasi-totalité des restaurants à table en UE, on comprend bien le désarroi des exportateurs mercosuriens, surtout dans le contexte où le pré-accord UE-Mercosur signé fin juin 2019 leur promettait des débouchés supplémentaires en Europe... C'est un peu comme si, après leur avoir fait miroiter du gâteau supplémentaire, on les privait brutalement de dessert...

Certes, le déconfinement en Chine leur promet de possibles débouchés supplémentaires, alors que le marché chinois capte déjà entre la moitié et les ¾ des volumes de viande bovine qu'ils exportent. Mais le marché européen reste de loin le plus rémunérateur pour les pièces d'alloys, les plus qualitatives, qu'ils exportent peu sur les autres marchés.

Nous avons donc voulu en avoir le cœur net. Avec une opportunité : les pays mercosuriens publient leurs exportations avec une réactivité difficilement égalable, puisque Brésil et Uruguay ont déjà publié leurs exportations de mars 2020 quand seules les importations de janvier sont à cette date disponibles pour l'UE. Certes, il faut compter environ un mois avant que ces viandes n'arrivent à bon port en Europe et puissent être dédouanées, mais cela donne une bonne indication des disponibilités en avril-mai 2020.

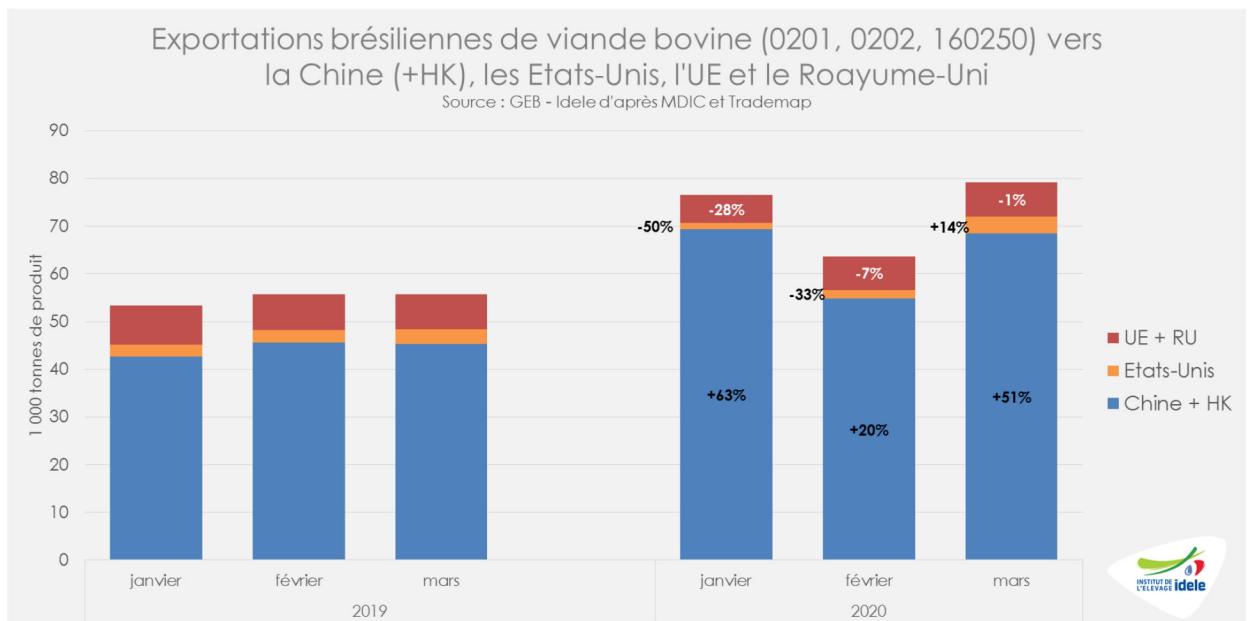
La situation est disparate selon les pays, mais **les exportations vers l'UE, si elles sont plutôt en baisse par rapport à 2019, ré-augmentent progressivement depuis le début de l'année 2020, en particulier depuis le Brésil et l'Uruguay.**

Nous ferons le point la semaine prochaine sur les prix à l'exportation depuis ces pays mercosuriens.

Brésil : les exportations totales progressent y compris en mars, notamment vers la Chine

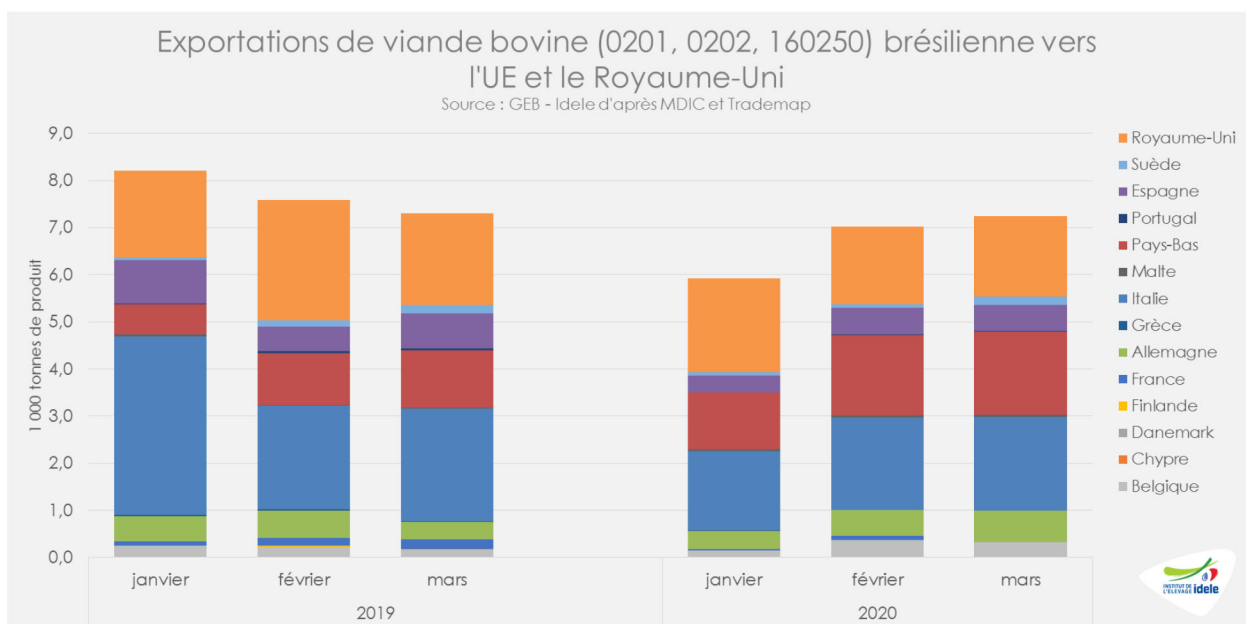
Les données des douanes publiées par le Ministère de l'Industrie du Commerce Extérieur (MDIC) prennent en compte les exportations jusqu'à la fin mars 2020. Les exportations de viande bovine ne semblent pas avoir été globalement freinées par la crise mondiale du COVID-19. Sur le premier trimestre, elles ont encore globalement progressé de 4,2% /2019 pour l'ensemble des viandes bovines, sous les lignes tarifaires 0201 (viandes réfrigérées), 0202 (viandes congelées) et 160250 (préparations).

Les dynamiques sont cependant bien différentes suivant les destinations. Celui des importations chinoises est tout à fait frappant malgré la pandémie. Ainsi, sur le 1^{er} trimestre 2020, les exportations vers la Chine se sont littéralement envolées avec +44% /2019 !



Vers les États-Unis, alors que les importations étaient limitées jusqu'en février, l'ouverture du marché à la viande bovine brésilienne crue (réfrigérée ou congelée) notifiée par l'USDA en février 2020, alors que seules les préparations cuites étaient jusque-là autorisées, semble avoir eu un effet dès le mois de mars avec une progression de +14% /2019.

Vers l'UE (y compris le Royaume-Uni pour que la comparaison inter annuelle reste valide), le constat était mitigé déjà avant d'éventuels effets du coronavirus. La tendance à la baisse des importations de viande brésilienne préexistait en 2019 et elle s'est poursuivie sur le 1^{er} trimestre de 2020 (-13% /2020). Néanmoins, à court terme, la tendance est plutôt la reprise des expéditions depuis le début de l'année, notamment vers les Pays-Bas et l'Allemagne. Les délais de transport avoisinant un mois au total (trajet + temps de dédouanement), on en verra les impacts dans les statistiques douanières de l'UE en avril, dont les chiffres ne seront pas disponibles avec la mi-juin prochain...



Uruguay : reprise progressive des exports malgré la baisse des prix vers la Chine

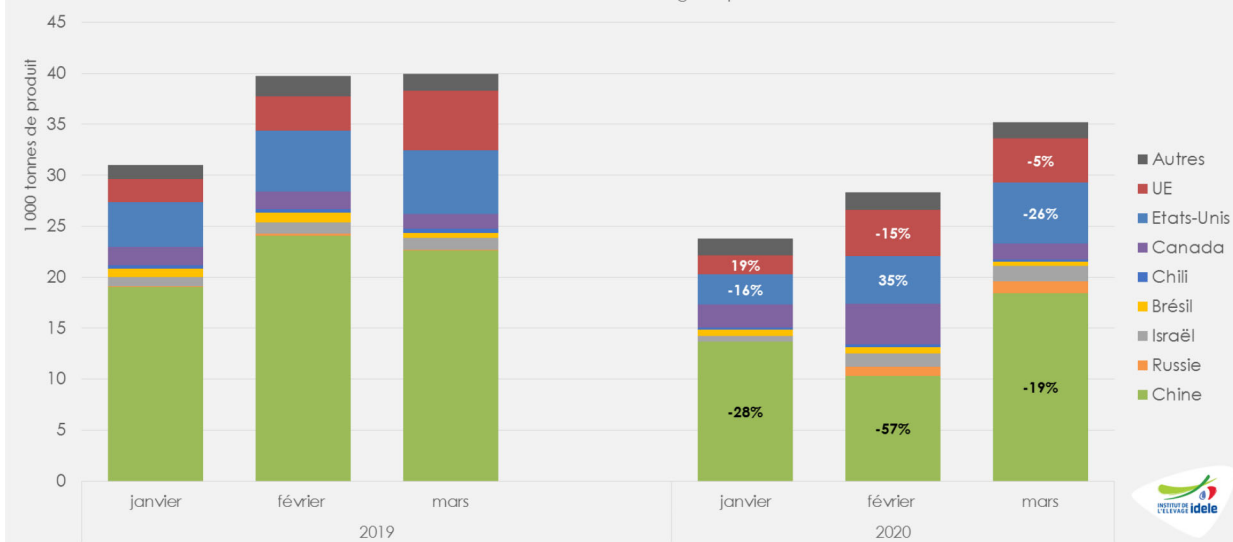
Les exportations uruguayennes de viande bovine sont en net retrait depuis le début de l'année, principalement vers la Chine. Cependant, depuis fin mars, les observateurs estiment que la Chine réactive sa demande en viande bovine auprès des principaux fournisseurs mondiaux, dont l'Uruguay, après quelques mois marqués d'incertitudes.

D'après les exportateurs uruguayens, la demande chinoise « se concentre sur les découpes de l'avant, mais à des prix inférieurs » à ceux d'avant la crise du COVID-19. Pour les arrières, les importateurs chinois « offrent des prix beaucoup plus faibles, similaires à ceux de la Russie ou du Moyen-Orient ». Pour cette raison, de nombreux exportateurs uruguayens choisissent de placer les découpes dans d'autres destinations pour diversifier les résultats (Israël, Canada voire Russie). Et ils s'inquiètent fortement du devenir du débouché européen où les aloyaux sont en temps normal les plus valorisés.

Depuis le début de l'année, les envois vers l'UE ont diminué sur le premier trimestre (-6% /2019), avec un recul particulièrement marqué en février et des incertitudes sur les mois à venir.

Exportations uruguayennes de viande bovine

source : GEB-Institut de l'Elevage d'après INAC



Argentine : des exportations en hausse jusqu'en février 2020... mais pas vers l'UE

Les données disponibles des douanes s'arrêtent en février 2020. Les expéditions de viandes bovines réfrigérées, congelées et cuites ont totalisé près de 76 kt sur ces deux premiers mois de 2020, en hausse de 14% par rapport à 2019.

La Chine est à elle seule la destination des 2/3 des volumes argentins (environ 49,7 kt), suivie du Chili (9%) puis d'Israël avec un peu plus de 7%. En comparaison, les 3 principales destinations de l'UE n'ont reçu ensemble que moins de 8% des exportations argentines totales sur les deux premiers mois de 2020, contre 9,3% en 2019.

Exportations argentines de viande bovine (réfrigérée, congelée et transformée) en 2019/2020

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après INDEC et consortium ABC

| Pays | Janvier-février 2019 | Janvier-février 2020 | Var. % 2020/2019 | Part dans les exports (%) |
|--------------|----------------------|----------------------|------------------|---------------------------|
| Chine | 44 751 | 49 741 | 11,2% | 65,6% |
| Chili | 4 891 | 6 698 | 37,0% | 8,8% |
| Israël | 4 603 | 5 646 | 22,6% | 7,4% |
| Allemagne | 3 545 | 3 481 | -1,8% | 4,6% |
| Russie | 2 746 | 3 264 | 18,9% | 4,3% |
| Pays-Bas | 1 699 | 1 785 | 5,0% | 2,4% |
| Brésil | 1 336 | 1 523 | 14,0% | 2,0% |
| Etats-Unis | 0 | 1 145 | - | 1,5% |
| Italie | 923 | 764 | -17,2% | 1,0% |
| Autre | 1 582 | 1 772 | 12,1% | 2,3% |
| TOTAL | 66 076 | 75 820 | 14,7% | - |

Les flux sont en forte hausse vers le Chili, Israël et la Russie, à un degré moindre vers la Chine et le Brésil. Les expéditions vers l'UE varient peu, la hausse vers les Pays-Bas (plateforme de redistribution sur tout le Continent) contrastant avec la baisse vers l'Italie.

La presse argentine souligne l'inquiétude des exportateurs vis-à-vis du débouché européen, notamment par rapport aux 29 500 tonnes du contingent Hilton (viandes dites de « haute qualité »), écoulées principalement dans la RHD européenne. Elle a été exprimée notamment lors du forum de la viande du Mercosur début avril.

Ce sont les représentants de l'industrie argentine (consortium ABC, qui représente 35% des abattages et 90% des exportations argentines) qui ont indiqué à l'agence Reuters que « les exportations de viande bovine de l'Argentine vers ses deux principaux marchés [Chine et UE] sont pratiquement stoppées par les effets de la pandémie de coronavirus ». D'après le Président d'ABC, en mars, « les exportations de viande bovine vers la Chine ne représentaient que 15% des près de 50 000 tonnes qui, selon les données officielles, étaient expédiées mensuellement au géant asiatique à la fin de l'année dernière ». Et « le marché européen, consommateur historique des coupes les plus chères de viande argentine, a également vu sa demande en produits du pays sud-américain ralentir ».

Les industriels exportateurs argentins ont réorienté leur production sur le marché intérieur pour maintenir leurs outils en fonctionnement, « même si cela signifie que la marge bénéficiaire de l'activité est inférieure à celle du commerce extérieur ». Il est également probable que la hausse des *retenciones*, taxes à l'export pour financer le déficit du budget fédéral de l'État Argentin (9% sur la viande bovine, mais 30% sur le soja), gêne les exportateurs. Cependant, fin mars, le consortium ABC communiquait encore sur le fonctionnement normal des abattoirs de ses adhérents...